

Le Courrier de Russie

N°282 Du 12 au 26 juin 2015

www.lecourrierderussie.com

Journal russe en français

GROUPE NOVYI VEK MEDIA

18+

DES IDÉES POUR UN MONDE MEILLEUR

RETROUVEZ NOTRE SUPPLÉMENT SPÉCIAL DÉDIÉ AUX PROJETS INNOVANTS À FORT IMPACT SOCIAL EN PAGES 5 À 12

Émilie Dournovo/LCDR



SUIVEZ L'ACTUALITÉ EN RUSSIE CHAQUE JOUR SUR
lecourrierderussie.com

SCHNEIDER GROUP

comptabilité
erp
import
services juridiques
fiscalité

+7 / 495 / 956 55 57
info@schneider-group.com
www.schneider-group.com

RUSSIA CONSULTING

PREMIER ET SEUL APART-HOTEL
DU CENTRE-VILLE JUSTE
À CÔTÉ DE VOTRE BUREAU

**ADAGIO MOSCOW
PAVELETSKAYA**

115184 RUSSIE, MOSCOU,
RUE BAKHRUSHINA, 11
TEL.: +7 (495) 720-53-03,
H8223@ACCOR.COM
WWW.ACCORHOTELS.COM

Mercure
HOTELS

MERCURE ARBAT MOSCOW
Smolenskaya square, 6, 121099, Moscow
Tel. +7 495 225 00 25 / Fax +7 495 225 0083

MERCURE MOSCOW BAUMANSKAYA
Baumanskaya, 54, bld.1, 105005, Moscow
Tel. +7 495 229 06 29 / Fax +7 495 229 06 01

H7454-RE@accor.com
www.mercure.com | www.accorhotels.com

DUALEST

Conseil, Sourcing
& Représentation Commerciale

20 ans de présence en Russie !
DUALEST, Accélérateur de Réussites...

Tél. : +7 (495) 589 18 81 - dualest@dualest.ru
www.dualest.com

RUSSIE 2015. REGARDS DE L'OBSERVATOIRE FRANCO-RUSSE



Réduction de
15% pour
10 exemplaires
achetés

Le Yearbook présente l'expertise de l'Observatoire sur des thèmes variés : économie, politique intérieure/société, régions, politique étrangère/défense, relations franco-russes. Plus de 50 experts français et russes contribuent à cet ouvrage.

**LE YEARBOOK 2015
EST DÉJÀ
DISPONIBLE
EN VERSION RUSSE
ET LE SERA
EN VERSION
FRANÇAISE EN
SEPTEMBRE 2015 :
PASSEZ VOS
COMMANDES DÈS
MAINTENANT !**

moncontact@ccifr.ru
+7 495 721 38 28
www.obsfr.ru

L'Observatoire
CENTRE D'ANALYSE
DE LA CCI FRANCE RUSSIE

Traité de tendresse à l'usage des journalistes

« Juger, c'est de toute évidence ne pas comprendre puisque, si l'on comprenait, on ne pourrait pas juger »
André Malraux, *Les Conquérants*.

En remettant le prix du *Courrier de Russie* du journalisme à la correspondante de *Rousskii Reporter* Marina Akhmedova, le 27 mars dernier, j'ai dit qu'il s'agissait pour moi d'un symbole fort, car j'espérais que la presse française puisse, un jour, s'inspirer un peu d'elle et du « journalisme russe » qu'elle incarne.

NINA FASCIAUX

La France, des leçons de journalisme à recevoir d'une dictature ? On croit rêver ! Et je suis certaine que ces paroles, prononcées dans mon pays natal, m'auraient valu une jolie envolée de tomates, ou des railleries pleines de sous-entendus.

Marina Akhmedova a couvert le conflit dans le Sud-Est ukrainien : lors de la remise des prix, elle a fait sensation en invitant sur scène son amie, Irina Verechtchouk, ancienne maire de Rawa Ruska, en Ukraine occidentale. Marina Akhmedova a ainsi expliqué que, chaque fois qu'elle écrivait un article, elle avait conscience que son amie ukrainienne le lirait, ce qui renforçait encore le souci d'objectivité qui devait conduire son travail dans le Donbass.

En 2012, la jeune femme a également interviewé un combattant islamiste au Daghestan : après une série de questions faisant appel à l'humanité de cet homme, dont celle de savoir s'il lui arrivait d'éprouver de la pitié, ou encore s'il ressentait – ou non – de l'horreur en tuant des gens, Marina lui a demandé s'il mangeait parfois des Snickers. En être humain s'adressant à un autre être humain. Sans le juger.

À travers son regard et ses questions *a priori* parfaitement innocentes, voire idiotes si vous voulez, Marina sonde son personnage, l'invite à la confession – et c'est ensuite au lecteur, et à lui seul, de prononcer la sentence sur ce qui lui paraît juste ou révoltant dans le contenu de ses écrits.

Les Français sont rarement capables de cela. Mes compatriotes s'insurgent, ils ont la révolte dans le sang, c'en est presque devenu un réflexe identitaire. Cette riposte du journaliste prend trop souvent le pas sur la connaissance, la réflexion : pour ne pas admettre que l'on ne sait pas, on émet un avis un peu à la va-vite, en croyant sauver les appa-



James Hill, « En Russies » (aux éditions du Courrier de Russie)

rences. Rien ne témoigne mieux de ce constat que ce qu'on peut lire dans la presse française au sujet de la Russie.

« Il faut être prêt à écouter celui qui a une pensée opposée à la vôtre », me disait l'explorateur français Jean Mautaurie, grand ami des Russes, dans une interview au *Courrier de Russie*.

Et pour écouter, pourquoi ne pas admettre une bonne fois pour toutes que l'on ne sait pas, que l'on n'est pas mieux que l'autre ? L'ignorance comme nouvelle forme de journalisme... v'là autre chose !, me direz-vous. Et quand bien même l'on saurait, alors – *feindre* de ne pas savoir pour pousser l'autre à se raconter, pour saisir d'autres schémas de pensée, pour goûter à la compassion.

La Russie m'a appris à ne plus savoir. À me dire qu'une bonne interview est une interview où l'on s'oublie. Où l'ego du journaliste n'a pas sa place, où il n'y a plus de certitudes. Où mettre le doigt là où ça fait mal ne donne pas le droit de dresser ensuite un procès.

Bien sûr, il y a ceux qui connaissent parfaitement leur sujet. Ils ont vu du pays, possèdent un doctorat, ont roulé leur bosse – que sais-je. Ceux-là fouillent, enquêtent, dénoncent de leur regard inquisiteur – parfois même, du haut de leur grande ruse, ils tendent des pièges. Ils font alors avancer nos sociétés en mettant à jour ses plus grandes zones d'ombre.

Et puis, il y en a d'autres. Chez Sparknews, avec l'Impact Journalism Day, on a voulu dire que ceux qui *dénoncent* ne constituent pas la panacée. Que, pour un tableau complet, il faut de la diversité ; qu'à côté des témoins de l'horreur, il faut aussi des témoins de l'espoir. De ces relais, la France en compte peu, car elle a glissé ces dernières années dans une forme quasiment unique de journalisme : l'inquisiteur. Et s'il était temps d'en tolérer d'autres ?

Les Russes sont les champions d'un journalisme de sensibilité. Ils se posent là, dans un mélange de langueur et de force tranquille : ils creusent et puis, avec cet air de ne pas y toucher tout spécifique des pêcheurs sous la glace, ils se font le relais d'histoires d'indulgence, d'une intimité profonde et familière, s'étonnent de ce qu'il reste d'humanité dans les récits les plus sordides, et s'émerveillent comme des enfants dès que l'un de leurs compatriotes accomplit quelque chose de nouveau.

Que de la tendresse !, disait l'essayiste Dmitri Olchansky à propos de l'écrivain et journaliste Zakhar Prilepine. Pourtant, les écrits de Zakhar parlent d'une immense tragédie, d'une vie russe faite de guerres et de violence. Mais parsemée d'humanité... et qui nous force à l'écouter. ■

CIFAL

BUILDING
BUSINESS
with EURASIA

- Accompagnement commercial
- Services et maîtrise d'oeuvre industriels

cifalgroupe.com

La référence en Russie, depuis 60 ans ...



Services Juridiques

Tel +7 495 507 02 94
info@r-tgroup.ru

www.r-tgroup.ru

**RT Group est un cabinet
d'avocats d'affaires**

- Droit des affaires
- Contrats
- Droit du travail
- Montage des structures juridiques adaptées en Russie (filiales, succursales, bureaux de représentation)
- Contentieux
- Antitrust
- Due diligence investigations
- Propriété intellectuelle

RT Group est one stop-shop pour vos affaires en Russie

LIDEN & DENZ MOSCOU
Gruzinsky per. 3-181
Telephone: +7 (499) 254 4991
www.lidenz.ru
Moscow@lidenz.ru



**COURS DE RUSSE ET D'ANGLAIS
FORMATIONS PROFESSIONNELLES**

Centre de langue
international accrédité



- ✓ Cours en groupe ou individuel
- ✓ Formation dans votre société
- ✓ Préparation aux examens
- ✓ Professeurs natifs certifiés
- ✓ Séminaires interculturels

Irène Commeau : « La Russie fait partie de ces pays qu’on enterre assez souvent »

Irène Commeau préside le Forum de l'économie positive russe, qui se tiendra à Rostov-sur-le-Don le 16 juin prochain. Retour sur son enfance à Paris, sa découverte de la Russie à 9 ans, sa rencontre avec Hélène Carrère d'Encausse ou Jacques Attali...

Propos recueillis par JEAN-FÉLIX DE LA VILLE BAUGÉ

Le Courrier de Russie : Parlez-nous de votre enfance.
Irène Commeau : Du côté de ma mère, une famille de Russes blancs éclatée à travers le monde, du côté de mon père, une famille française, très française et depuis très longtemps.

LCDR : C'est-à-dire ?
I.C. : Tout le monde était très français... c'est l'histoire d'une famille qui a tout perdu au début du siècle dernier ; le château, la position sociale, la fortune... même si mes grands-parents habitaient encore Neuilly et si, les soirs de réception, ma grand-mère faisait illusion avec ses bijoux.

« Mon grand-père avait un sujet de prédilection ; Verdun, qui est le Stalingrad français. »

LCDR : Quels souvenirs avez-vous de vos grands-parents ?
I.C. : Mon grand-père avait un sujet de prédilection ; la Première Guerre mondiale – qu'il avait faite – et particulièrement Verdun, qui fut le Stalingrad français. Il était fonctionnaire à la mairie du V^e et s'y rendait tous les jours à pied depuis Neuilly, on ne voit plus ça aujourd'hui. Quand les Allemands ont pris Paris, il a démissionné par cette phrase : « Je ne me suis pas battu à Verdun pour me mettre sous leurs ordres. »

LCDR : D'autres choses qui vous ont marquée, chez eux ?
I.C. : Ils étaient tout le temps ensemble, ils faisaient tous les deux chaque soir la prière, à genoux devant leur lit, ça a l'air de rien mais c'est pas mal ! Au fond, c'était des gens dignes. Je me rappelle mon grand-père, déjà âgé, disant à ma grand-mère : « Manette, je cherche quelque chose », et ma grand-mère lui répondant : « Je t'apporte ton sucre ». Je me souviens aussi qu'en 1973, j'avais 18 ans, on lui a remis l'Ordre du mérite pour sa conduite héroïque à Verdun – en 1973 ! Presque soixante ans plus tard ! Il n'avait jamais été décoré, on oublie ça, l'héroïsme n'est plus à l'ordre du jour, on ne parle plus de Jeanne d'Arc alors que l'Histoire qu'on nous enseignait était pleine de héros. J'ai compris plus tard pourquoi mon père avait refusé toutes les décorations qu'on lui proposait par cette phrase : « Mon père s'est battu et moi, je suis resté dans un fauteuil. »

« En mai 68, mon père allait tous les jours travailler au ministère, ma mère allait sur les barricades. »

LCDR : Qu'est-ce qui vous paraît caractériser votre famille paternelle ?



I.C. : On n'y a jamais contesté l'ordre établi, même si on était capable de démissionner. Au moment de mai 68, mon père s'est rendu tous les jours au ministère où il travaillait pendant que ma mère était sur les barricades.

LCDR : Parlez-nous de votre père.
I.C. : Mon père parlait un français remarquable mais ne parlait que le français et n'avait jamais traversé la Loire avant ses vingt-cinq ans. Il était haut fonctionnaire, il avait voulu faire l'École d'administration des colonies mais comme il n'y avait plus de colonies, il a fait l'ENA ! Il était malade de la fin de l'Empire français, il avait lu l'histoire de France de Thiers à dix ans, était passionné par l'Histoire et l'archéologie. C'était un grand commis de l'État, classique, lettré.

LCDR : Un souvenir de lui ?
I.C. : Le soir, il venait m'embrasser dans mon lit mais restait une demi-heure, une heure, à me parler d'Histoire, je me souviens que j'étais pour Hannibal alors qu'il était pour les Romains, j'ai pleuré quand Hannibal a perdu.

LCDR : Et du côté maternel ?
I.C. : C'est plus cosmopolite, ma mère a une mère russe, un père italien, de la famille au Danemark, et parle couramment le danois, l'italien, le français et le russe.

« Moscou, c'était un monde immense et pas décrit »

LCDR : Quand êtes-vous venue pour la première fois en Russie ?
I.C. : En 1964, j'avais neuf ans et ma mère nous y avait amenés, mon frère et moi. Je me souviens du choc en arrivant à la gare Bielorusski, je n'avais connu jusque-là que Beyrouth pendant un an et Saint-Germain-des-Prés et pour moi, Moscou devait être proche de Saint-Germain-des-Prés, le contraste entre ce que j'imaginais et ce que je découvrais m'a beaucoup marquée, c'était un monde immense et pas décrit. Quand, plus tard, j'ai fait Sciences Po et que j'ai suivi des cours d'Hélène Carrère d'Encausse, je me suis dit qu'elle parlait de la Russie comme on devait en parler et que ce qu'elle faisait, c'était ce que je voulais faire.

« En fait, voilà ce que j'ai fait toute ma vie : expliquer la Russie aux Français. »

LCDR : Quand êtes-vous revenue en Russie ?
I.C. : À seize ans, je devais aller à Artek, sorte de camp de pionniers modèle en Crimée, qui rassemblait des enfants de la nomenklatura soviétique – mais qui pouvaient aussi être des enfants de héros du travail, de dirigeants de pays amis ou de partis communistes étrangers – et des gens comme moi, qui allaient à l'école russe en France. Là-dessus, il y a eu un couac, une erreur d'aiguillage et je me suis retrouvée dans un camp à Brest-Litovsk, en Biélorussie. C'était mieux parce qu'il s'agissait d'un camp lambda, pas destiné aux étrangers. Encore une fois, j'ai été surprise par le décalage entre ce que j'imaginais et ce que je découvrais – ce n'étaient ni les usines modèles que nous décrivaient les pro-soviétiques, ni le pays arriéré que nous décrivaient les anti-soviétiques, c'était un pays retardé par rapport à l'Europe. J'ai alors pris conscience de l'écart entre ce que décrit l'idéologie – qu'elle soit pro ou anti – et la vie, ça m'a fait beaucoup réfléchir. J'ai orienté mes études en conséquence, je voulais expliquer à mon entourage français la Russie telle que je la voyais et suis devenue soviétologue. En fait, voilà ce que j'ai fait toute ma vie : expliquer la Russie aux Français.

LCDR : De quelle manière ?
I.C. : J'ai d'abord travaillé avec Thierry de Montbrial à l'IFRIS, la soviétologie n'était d'ailleurs pas la science la plus connue, un jour, une délégation chinoise est arrivée et on m'a dit : « Tiens, tu t'en occupes, c'est dans ta zone »...

LCDR : Comment en êtes-vous arrivée à l'économie positive ?
I.C. : Je travaille avec Jacques Attali depuis 1990 et, depuis quelques années, il organise le forum de l'économie positive au Havre, il s'est toujours intéressé à ceux qui ne sont pas nantis, à la résolution de la question : comment faire pour que ceux qui n'ont rien participent au processus économique et aient accès à une vie décente ?

Dans la réalité, c'est très difficile. Il s'est d'abord intéressé à la micro-finance mais a découvert que le problème était plus en amont.

« L'économie positive permet à beaucoup plus de gens d'avoir une vie décente et même une vie libre. »

LCDR : C'est-à-dire ?
I.C. : Grâce à la micro-finance, une femme peut mettre en gage sa casserole pour acheter un fer à repasser, elle acquiert ainsi un objet de production et produit ; mais si on développe une économie qui a le souci de ses contemporains et prend en compte l'avenir – et pas seulement l'écologie –, on ne fait pas que fournir un objet de production à ceux qui n'en ont pas, on permet à beaucoup plus de gens d'avoir une vie décente et même une vie libre. C'est dans ce cadre que Jacques Attali m'a demandé de prendre la présidence du Forum de l'économie positive russe, qui se tiendra à Rostov le 16 juin prochain.

LCDR : Comment se déroulera-t-il ?
I.C. : Il sera organisé autour de dix tables rondes sectorielles et visera à rédiger trente à cinquante mesures, qui seront envoyées aux décideurs politiques et économiques du pays.

LCDR : Quel sentiment vous lie à la Russie ?
I.C. : J'ai toujours fait le pari de la durée, dans les années 1990, je me suis mariée avec un Russe, j'ai eu deux enfants en 1993 et 1995, on ne marchait pas sur les femmes enceintes, à l'époque, j'ai acheté un appartement... La Russie fait partie de ces pays qu'on enterre assez souvent, moi, je ne suis pas en train de faire mes valises, ce qui se passe en Russie m'intéresse, le rapprochement sino-russe actuel me semble par exemple sérieux et important. En fait, je me suis toujours intéressée à la même chose, être là où ça se passe, là où sont les évolutions, et aujourd'hui, ça se passe ici et pas là-bas. ■

Le Courrier de Russie

Rédactrice en chef
Inna Doulkina
inna.doulkina@lcdr.ru
Rédactrice en chef du site internet
Nina Fasciaux
nina.fasciaux@lcdr.ru
Rédacteur en chef adjoint du site internet
Thomas Gras
Rédacteurs
Rusina Shikhatova,
Manon Masset
Correctrices/traductrices
Julia Breen, Mailis Destrée
Webmaster
Marc Dobler
marc.dobler@lcdr.ru
Contact rédaction
redaction@lcdr.ru
Tél. (495) 660 29 17
Pour s'abonner
abonnement@lcdr.ru

ÉDITIONS, COURRIER DE RUSSIE
MAISON D'ÉDITION NVM
NOVYI VEK MEDIA
Responsables des activités éditoriales
Alina Reshetova (directrice)
alina.reshetova@lcdr.ru
Maria Trigubets
maria.trigubets@lcdr.ru
Directrice artistique
Galina Kouznetsova
Maquettiste
Émilie Dournovo
Contacts publicité et édition
pub@lcdr.ru
Tél. (495) 660 50 38
Directeur commercial
Thomas Kerhuel
thomas.kerhuel@ccifr.ru
Responsable communication et partenariats
Tatiana Chveikina
tatiana.chveikina@lcdr.ru
Édité par
OOO Novyi Vek Media ©.
Enregistré auprès du TsTU du ministère de la presse et des médias. ПИ № ФС77-45687
Directeur de la publication
Jean-Félix de La Ville Baugé
Fondateurs
Philippe Pelé Clamour
Jean-Luc Pipon
Emmanuel Quidet
Adresse du journal
10 Millioutinski per., bât.1
Moscou 101000

Le journal est distribué gratuitement et sur abonnement.
Il est imprimé à partir de films au OAO Moskovskaia Gasetnaia Tipografiia, 123995, Moscou, Oulitsa 1905 goda, dom 7.

Volume 3 p.1.
Tirage 22 000 exemplaires
Commande N°1547
Donné à imprimer le 11 juin 2015



T&T Services, LLC

Full-service tax and accounting firm

- Accounting
- Payroll
- HR records administration
- Taxation
- Internal audit
- Financial and tax DDIs
- Tax disputes

Tel + 7 495 506 58 59
info@ttservices.ru

www.ttservices.ru

Valéry Giscard d’Estaing : « L’amitié se construit sur la confiance »

En visite officielle à Moscou, les 28 et 29 mai, pour présenter la traduction en russe de son livre *La victoire de la Grande armée* (aux éditions Plon), l’ancien président français Valéry Giscard d’Estaing en a profité pour rencontrer Vladimir Poutine et donner une conférence sur les relations entre l’UE et la Russie à l’Université d’État Lomonossov de Moscou (MGU).

MANON MASSET

« L’Union européenne est le premier partenaire commercial de la Russie et son premier investisseur », a d’abord tenu à rappeler aux étudiants l’ex-dirigeant français, soulignant que la Russie représentait 65 % des investissements directs étrangers de l’UE.

Valéry Giscard d’Estaing estime cependant la contribution de la France à cette dynamique économique « un peu modeste » : « La France est le troisième partenaire commercial de la Russie et les échanges entre les deux pays se sont élevés cette année à 17 milliards d’euros, ce qui est important mais ne rejoint pas tout à fait la trajectoire que j’avais tracée lorsque j’étais ministre des finances, a-t-il déploré. Tous ces chiffres sont trop faibles et sont appelés à se dévelop-



Valéry Giscard d’Estaing lors de sa conférence à la MGU, le 29 mai.

Vassil Chapochnikov/Kommersant

per », a insisté l’ancien président français, encourageant les entreprises et administrations des deux pays à travailler ensemble.

Au-delà des intérêts économiques, M. Giscard d’Estaing estime que les racines culturelles et historiques communes font de la Russie « le premier partenaire naturel de l’UE ». « Il faut donc maintenir un dialogue constructif et ouvert », a-t-il martelé.

Concernant le conflit dans le Sud-Est de l’Ukraine, l’ancien président français prône la mise en place progressive d’une nouvelle structure politique « largement décentralisée, avec la possibilité de créer des régions autonomes, dotées d’un

pouvoir exécutif, a-t-il expliqué, précisant qu’il ne s’agissait pas de porter atteinte à l’intégrité territoriale de l’Ukraine. Le pays doit constituer un lien pacifique entre l’Union européenne et la Russie, et ne devra pas s’impliquer dans des alliances à caractère militaire », a-t-il insisté.

L’homme politique pense que l’UE doit améliorer la qualité de ses rapports avec ses grands voisins, et avant tout avec la Russie, soulignant que la politique européenne envers cette dernière « ne peut pas se limiter à la seule question ukrainienne ».

Valéry Giscard d’Estaing souhaite également que l’UE résiste aux ap-

pels à sanctionner davantage l’État russe. « Comment ne pas penser que ces sanctions font du tort aux deux protagonistes, la Russie et l’Occident, en altérant les échanges commerciaux et contacts personnels ? », a-t-il interrogé. L’ancien chef de l’État français a également souligné que, dans le contexte des violences au Moyen-Orient, « personne ne peut souhaiter que l’économie russe s’affaiblisse ». Pour lui, la Russie a les moyens de devenir un marché émergent dynamique grâce à son fort potentiel industriel et à la surprenante résistance de ses structures aux chocs spéculatifs.

Répondant à la question d’un étudiant sur le sort de la Crimée,

Valéry Giscard d’Estaing a évoqué l’histoire, qui montre, selon lui, que « la Crimée n’a jamais été ukrainienne », celle-ci ayant été conquise par la Russie il y a plusieurs siècles. L’ex-président français a toutefois admis que l’auto-détermination ne suffisait pas, et que la reconnaissance de la communauté internationale était indispensable. Par conséquent, il a proposé de discuter de la question criméenne à l’ONU. À propos du refus de la France de livrer les Mistral à la Russie, M. Giscard d’Estaing a déclaré que la question était sur le point d’être réglée – aux dépens de la France. « Les bateaux ne seront pas livrés mais la Russie sera dédommée », a-t-il affirmé.

« Le peuple russe est un grand peuple. Nos pays ne sont pas voués à être de simples voisins. Il faut développer des relations beaucoup plus étroites, d’où la nécessité de se respecter et de dialoguer. Car si le savoir-vivre peut suffire au bon voisinage, l’amitié, elle, se construit sur la confiance », a conclu l’ancien président de la république française, longuement applaudi par les étudiants moscovites.

Au terme de la séance de questions-réponses avec les étudiants, celui qui a présidé la France de 1974 à 1981 s’est vu attribuer le titre de « professeur honoraire de l’Université d’État Lomonossov » par son recteur, Victor Sadovnitich. ■

publi info

Ulf Schneider : « Nous avons des raisons de voir la crise comme une opportunité »



Depuis 2003, la société Schneider Group vient en aide aux entreprises étrangères présentes en Russie et compte aujourd’hui 11 bureaux et 500 collaborateurs dans six pays. Ulf Schneider, fondateur et directeur général du groupe, commente la conjoncture économique en Russie.

Propos recueillis par **RUSINA SHIKHATOVA**
Traduit par **MAÏLIS DESTRIÉE**

Le Courrier de Russie : Comment le comportement des investisseurs étrangers en Russie a-t-il évolué au cours de l’année écoulée ?

Ulf Schneider : Il y a six mois, lorsque le rouble a dégringolé, nous étions face à un « trou noir », c’est-à-dire une absence totale de perspectives. La situation actuelle est comparable à un tunnel – il fait encore sombre, mais on aperçoit la lumière au bout. À quel point la fin de la crise est-elle proche ? – on ne le sait pas encore, mais au moins, on voit déjà une issue. Depuis deux

à trois mois, nous recevons de plus en plus de demandes, tant de la part de nos clients actuels que de nouveaux. Et il s’agit non seulement de grosses entreprises mais également de PME, qui voient dans la Russie un marché prometteur.

LCDR : De nouvelles possibilités s’ouvrent-elles aux investisseurs étrangers ?

U.S. : Nous avons une multitude de raisons de voir la crise comme une opportunité. L’une d’entre elles est qu’en créant une entreprise aujourd’hui, vous trouverez plus rapidement des partenaires. En temps de crise, mener un dialogue plus actif et proposer des conditions plus avantageuses intéresse tout le monde.

Prenez les importations, par exemple. D’un côté, importer d’Europe coûte actuellement plus cher, à cause de la dévaluation du rouble. Mais c’est justement un argument en faveur de la délocalisation en Russie. Et c’est donc le moment rêvé pour faire venir en Russie au moins certaines étapes de la production.

Une autre question est de savoir si les sociétés étrangères ont des chances de remporter des marchés publics. L’expérience des préparatifs des JO de Sotchi a montré que les transactions de ce genre sont traditionnellement attribuées aux entreprises locales. Mais un investisseur étranger peut parfaitement devenir sous-traitant, étant donné que, du point de vue technologique, les sociétés russes ne sont pas toujours en mesure d’exécuter les tâches qui leur sont confiées.

À l’heure actuelle, les marchés les plus prometteurs, en Russie, sont l’informatique et la mode. Trop peu d’investisseurs étrangers réalisent que tous les pays russophones disposent d’experts informatiques hautement qualifiés. Et nombre d’entreprises occidentales se lancent aujourd’hui dans la mode en Russie.

LCDR : Quelles sont les difficultés spécifiques à chaque secteur ?

U.S. : On observe un phénomène très intéressant sur le marché automobile.

Ces dix dernières années, le secteur était principalement constitué de voitures étrangères importées. Mais aujourd’hui, ces importations ont baissé, la production locale a augmenté, et les marques russes traditionnelles ont soit fait faillite, soit ouvert des usines avec des sociétés étrangères. D’un côté, le marché, dans son ensemble, a chuté ces 12 à 18 derniers mois, les ventes sont extrêmement faibles et certains acteurs importants s’en vont. Mais de l’autre, c’est une sphère très propice à la modernisation. De très nombreux investisseurs étrangers ont commencé à produire en Russie et participent activement à des coentreprises russes. Car la modernisation est pratiquement impossible sans investisseurs étrangers.

LCDR : Quel a été l’impact de la conjoncture économique en Russie sur Schneider Group ?

U.S. : Je ne peux évidemment pas dire que la crise ne nous a causé aucun problème. Nos projets avec les clients ont diminué. Mais les services que nous leur proposons ont évolué. Par exemple, notre nouveau service de conseil en matière de sanctions est assez populaire : toutes les sociétés étrangères en ont besoin. Nous fournissons également davantage de services de conseil fiscal. Les petits projets et ceux dans le secteur informatique ont également augmenté.

Ces derniers mois, nous avons justement procédé à un *rebranding*. Alors que nous travaillions auparavant au sein du groupe formé par les entreprises Russia Consulting, Ukraine Consulting, etc. – six entreprises dans un seul groupe –, nous agissons aujourd’hui en tant que groupe unifié : Schneider Group. Cette décision vise à montrer à nos clients que, quel que soit le pays où ils travaillent et celui où nous sommes présents, nous leur offrons le même niveau élevé de qualité dans nos services, qu’il s’agisse d’externalisation comptable, de conseil en informatique, de conseil fiscal, de service à l’importation ou de recrutement de personnel. Ce *rebranding*

vise également à souder davantage encore nos bureaux internationaux.

LCDR : Quels services avez-vous l’intention de développer en Russie dans les années à venir ?

U.S. : Nous avons récemment créé un nouveau service – le *business setup fast-track*, qui permet à une société étrangère de se lancer rapidement en Russie. On sait bien qu’un des gros obstacles à l’implantation en Russie, ce sont les délais. Démarrer une activité demande en effet deux à trois fois plus de temps en Russie qu’en Europe. Mais nous avons une solution : pour une entreprise qui a recours à nos services, un de nos collaborateurs travaillera en Russie en tant que représentant. L’entreprise pourra bénéficier de toute l’infrastructure nécessaire sans devoir s’enregistrer en Russie. Et si la direction est satisfaite des résultats, elle pourra ensuite ouvrir un bureau de représentation autonome.

LCDR : Que pensez-vous de l’Union économique eurasiatique ?

U.S. : Nous avons des bureaux de représentation en Biélorussie et au Kazakhstan. Par conséquent, autant l’Union douanière que l’UEEA ont un impact positif sur notre groupe. Nous observons tout d’abord une meilleure coordination dans la résolution de toutes les questions douanières et de certification. Ensuite, la coopération entre nos bureaux en Russie, en Biélorussie et au Kazakhstan est simplifiée. Par ailleurs, les clients avec qui nous travaillons déjà en Russie sont plus nombreux à s’intéresser à l’élargissement de leur activité dans les pays de l’UEEA.

LCDR : Quelles mesures une société doit-elle prendre pour rester compétitive, dans le nouveau contexte économique ?

U.S. : Il est crucial de profiter de la crise pour restructurer son entreprise. Je recommande vivement de ne pas licencier le personnel, mais d’investir dans sa formation. Cette crise est une occasion de développer des projets pour mieux se préparer à la prochaine croissance. ■

Le Courrier de Russie

N°282 Du 12 au 26 juin 2015

www.lecourrierderussie.com

Journal russe en français

GROUPE NOVYI VEK MEDIA

ÉDITORIAL

Des initiatives à travers le monde

Nous nous sentons régulièrement submergés par l'actualité quotidienne, souvent catastrophique. Bien sûr, le rôle des médias est d'informer et d'alerter, mais en relayant aussi les initiatives positives, les journalistes nous inspirent et nous donnent les moyens d'agir.

Nous avons créé Sparknews et l'Impact Journalism Day pour encourager ce journalisme de solutions (ou « journalisme d'impact ») et permettre ainsi aux médias de relayer plus souvent les histoires positives, porteuses d'espoir et de changement.

Aujourd'hui, 45 grands journaux leaders dans leur pays publient un supplément dédié à l'innovation sociale, pour parler des hommes, des femmes, des entreprises ou des organisations qui, par leurs initiatives, projets ou inventions, ont un impact positif sur la société.

Cette opération unique a pris de plus en plus d'ampleur, puisque le nombre de médias partenaires a doublé en trois ans. Le journalisme de solutions semble correspondre aux attentes des lecteurs : un rédacteur en chef nous a confié qu'il n'avait jamais reçu autant de retours positifs que lors de la dernière édition. Nous sommes très fiers de voir les rédactions du monde entier s'approprier cette approche positive et collaborer ensemble pour un journalisme de solutions.

L'Impact Journalism Day a également un impact sur les projets relayés : investissements, mécénat de compétences, dons, et même reproduction dans d'autres pays !

Vous êtes aujourd'hui 120 millions de lecteurs à découvrir ces projets inspirants. En partageant ces histoires avec vos amis, collègues ou enfants, vous contribuerez à amplifier la notoriété et l'impact des projets.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et vous invitons à montrer votre engagement et à prendre part à la communauté des lecteurs en postant un selfie de vous avec votre journal sur les réseaux sociaux (**#ImpactJournalism**, **@sparknews**, **@CourrierRussie**). Vous pouvez également assister à des sessions de brainstorming, organisées par MakeSense, pour aider les projets à relever leur défi – une occasion de rencontrer d'autres acteurs du changement. Suivez aussi l'Impact Journalism Day sur la page [facebook.com/AXAPeopleProtectors](https://www.facebook.com/AXAPeopleProtectors) d'AXA, notre partenaire, sans qui cette aventure ne pourrait exister.

Enfin, si vous connaissez des projets qui méritent d'être médiatisés, déposez-les sur sparknews.com/IJD ■

CHRISTIAN DE BOISREDON et L'Équipe Sparknews,
Écrivez-nous : impact@sparknews.com



En partenariat
avec



Luwrain : les non-voyants ont leur système d'exploitation

Lui-même atteint de cécité, le développeur russe Mikhaïl Pozhidaev a créé un système d'exploitation pour non-voyants gratuit, simple et compatible avec toutes les plates-formes.

THOMAS GRAS, *Le Courrier de Russie*, Russie, thomas.gras@lcdr.ru

« A. E. E. Enter. Command. S. U. D. O. Enter... », épelle l'assistant vocal à mesure que Mikhaïl tape frénétiquement sur le clavier de son ordinateur. « Vous voyez, je ne suis pas moins rapide qu'une personne voyante », se félicite le jeune homme.

Mikhaïl Pozhidaev, 32 ans, a perdu la vue à l'âge de 17 ans à la suite d'un décollement de la rétine, alors qu'il s'appêtait à entrer en première année d'informatique à l'université d'État de Tomsk, en Sibérie. « J'ai subi quatorze opérations chirurgicales, sans résultat », se souvient-il avec amertume.

Mikhaïl décide de marquer une pause dans ses études afin de s'habituer à sa nouvelle condition. Il réinstalle complètement son ordinateur et découvre les outils informatiques à la disposition des non-voyants, comme Jaws for Windows, qui lit les textes affichés à l'écran et permet de se déplacer dans un environnement de bureau traditionnel à l'aide d'un assistant vocal. De retour à l'université en 2002, le jeune développeur en herbe se rend toutefois compte que ces solutions ne sont pas adaptées à ses besoins. « Ces outils ne permettent pas de faire de la programmation informatique et imposent un rythme de travail beaucoup trop lent : ils contraignent à évoluer dans un environnement conçu originellement pour être utilisé avec une souris, ce qui n'est pas concevable pour une personne souffrant de cécité », explique-t-il.



Mikhaïl bascule donc vers le système d'exploitation GNU/Linux, qui lui permet de créer un environnement de travail personnalisé. Débarrassé des fenêtres et autres menus, le jeune homme regagne une vitesse de croisière satisfaisante, termine ses études en même temps que ses camarades de faculté en 2007 et soutient même un mémoire dans la foulée, en 2010. Son entourage, impressionné, lui souffle alors l'idée de rendre son programme accessible à tous.

C'est ainsi que Luwrain naît de ses premières lignes de code, en 2012. Trois ans plus tard, l'esquisse de Mikhaïl est devenue un système d'exploitation à part entière. Il consiste en un écran de fond noir, sans artifices, et un menu principal proposant diverses catégories – actualités, bloc-notes, lecteur audio, etc. – accessibles d'une simple pression sur les flèches directionnelles du clavier. Le déplacement à travers l'interface est guidé par une voix artificielle

en russe ou en anglais. « Luwrain offre aux personnes souffrant de déficience visuelle la possibilité d'accéder à des informations et des fonctions simplement et rapidement, quelles que soient leurs connaissances en informatique. La présentation audio permet d'en comprendre le fonctionnement en quelques minutes seulement, ce qui n'est pas le cas des autres interfaces, qui peuvent sembler totalement incompréhensibles pour des personnes nées aveugles et n'ayant jamais vu, par exemple, une fenêtre de leur vie », souligne l'informaticien.

Entièrement gratuit, Luwrain est disponible en accès libre sur Internet et peut être installé soit en tant que système d'exploitation principal, soit comme application sur Windows, MacOS et GNU/Linux. « L'objectif est que Luwrain soit accessible à un maximum de gens, peu importe leur situation financière », insiste le jeune homme, qui propose notamment d'installer son système

sur un mini-ordinateur Raspberry, vendu aux alentours de 30 euros.

Pour autant, Mikhaïl ne cache pas que le projet pourrait avoir un aspect commercial, si des sociétés privées se lançaient dans la création de logiciels compatibles. « La licence Linux ne permet pas de commercialiser Luwrain. En revanche, nous pourrions ouvrir un magasin en ligne qui proposerait des applications téléchargeables pour non-voyants – un marché totalement vierge pour le moment », admet-il.

Si Mikhaïl se permet de dire « nous », c'est qu'il a été engagé, en février 2015, comme architecte informatique par le centre de certification moscovite Elektron-naïa Moskva afin de développer son projet. « Nous devrions sortir une version finale pour la fin de cette année, mais il nous reste encore beaucoup de travail », souligne-t-il. Avant cela, le jeune homme avait passé trois ans à contacter diverses organisations gouvernementales et privées russes et étrangères, essayant refus sur refus. « Personne ne voulait croire que j'essayais juste de faire quelque chose de bien. On entend tout le temps parler d'innovations, mais quand quelqu'un a vraiment un projet social innovant, les gens le prennent pour un fou ! », conclut-il.

Pourtant, la demande est bien réelle. Quelque 285 millions de personnes présentent une déficience visuelle dans le monde, dont 39 millions sont non-voyantes, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Près de 90 % de ces individus vivent dans des pays à faible revenu. La Russie recense environ 103 000 personnes non-voyantes. ■

Pour en savoir plus : www.luwrain.org

Avec le lancement de son drone sauveteur en mer, l'objectif d'Amin Rigi, ingénieur en robotique iranien de 28 ans, est de prévenir les noyades. Mais son invention pourrait également contribuer, à terme, à changer la perception publique des drones.

GILLES BERTON, *Sparknews*

« Nous sommes convaincus que nous pouvons diminuer le nombre de noyades et sauver des vies », affirme Rigi, tranquillement installé dans l'espace de 250 mètres carrés qu'il partage, à Londres, avec d'autres start-ups – l'endroit vibre de l'énergie contagieuse de la jeunesse.

Malgré leur utilisation croissante dans différentes industries, du cinéma à l'agriculture en passant par l'immobilier, les drones civils continuent à être dédiés uniquement à des opérations de surveillance, et sont majoritairement considérés avec méfiance. Mais Amin Rigi entend bien ajouter la formule « sauveur de vies » au lexique utilisé pour décrire ces engins volants radioguidés, de plus en plus présents dans nos vies. Le jeune ingénieur imagine un futur dans lequel ces appareils serviront à aider les personnes tombées par-dessus bord en mer, mais aussi victimes d'accidents de voiture, d'incendies ou d'inondations, blessées au cours d'une randonnée ou bloquées sur une plate-forme pétrolière.

Initialement conçue pour voler au-dessus de la surface de l'eau et capable de larguer trois bouées à quiconque en passe de se noyer,

la dernière version du robot de sauvetage créé par Amin Rigi peut également se transformer en aéroglisseur et ramener les personnes en détresse sur le rivage.

Baptisé Robotguard, le drone, étanche, peut ainsi se poser sur l'eau et en décoller, transporter jusqu'à 15 kilos de matériel et se déplacer à une vitesse maximum de 75 km/h. Des missions de surveillance pourront être effectuées grâce aux 15 minutes d'autonomie de sa batterie, une capacité supérieure à celles des versions précédentes. Cette version évolutive peut encore être équipée de caméras thermiques, afin de participer à des missions de nuit, et dotée de bras démontables. Outre le contrôle manuel, le guidage est largement assuré par le positionnement GPS et l'intelligence artificielle. Amin Rigi espère, à terme, lui adjoindre une plate-forme d'atterrissage alimentée par panneaux solaires, sur laquelle le drone pourra recharger ses batteries.

Il y a deux ans, au cours de l'été, Amin Rigi a procédé à des essais concluants sur la mer Caspienne, où des centaines de personnes se noient chaque année. L'un de ces tests a même mis en compétition le drone avec un maître-nageur humain. Baptisé Pars, en référence à l'ancien royaume de Perse, ce premier prototype a pu atteindre la victime potentielle trois fois plus vite que son homologue humain, soit en 22 secondes au lieu de 90.

Ces essais ont suscité une vague de plus d'une centaine de courriels en provenance de correspondants de 32 pays, manifestant leur intérêt pour cette technologie. Toutefois, faute de moyens financiers suffisants, Amin Rigi n'a pu donner de suite immédiate à ces requêtes. Aujourd'hui, le drone de sauvetage est sur le point d'entrer en production avec une série limitée d'environ 200 exemplaires, prévue pour cet été.

Des distributeurs mexicains, brésiliens et italiens ont d'ores et déjà acheté le drone, dont le coût unitaire est d'environ 8 000 euros. Des clients originaires de huit autres pays, parmi lesquels les États-Unis, la Lituanie et l'Australie, sont en négociation avec le fabricant.

Amin Rigi a fondé sa société RTS Ideas en Iran, puis l'a transférée à Londres après avoir été accepté par Sirius, un programme d'accélération qui fait venir de jeunes entrepreneurs au Royaume-Uni afin de les aider à lancer leur entreprise. Aujourd'hui, il bénéficie d'une aide pour ses dépenses courantes et a accès à un espace de travail, une assistance personnalisée et des investisseurs. Il a un associé, Amirmahdi Taheri, 27 ans, qu'il a rencontré en octobre dernier, au début du programme.

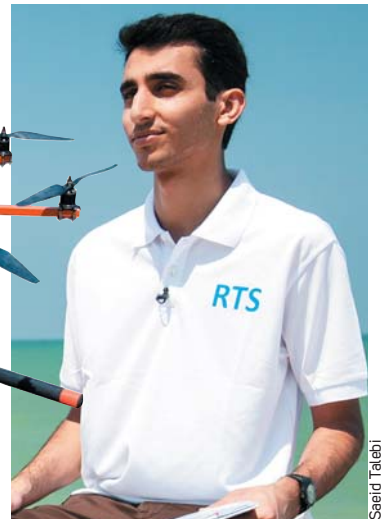
« Je crois que nous avons perdu trop de temps en Iran, regrette Rigi, tout en s'émerveillant des ressources précieuses que lui offre le Royaume-Uni. Et plus nous perdons



de temps, plus il y a de gens qui meurent. »

Aîné d'une fratrie de trois enfants, Amin Rigi est également reconnaissant à ses parents de l'avoir soutenu dès son adolescence, lorsqu'il a manifesté de l'intérêt pour la robotique et les nouvelles technologies. Ces derniers ont ainsi financé ses premières recherches, et l'ont poussé à accepter l'opportunité londonienne, alors qu'il était sur le point de renoncer et de changer d'orientation. Ses parents ignoraient qu'environ un an auparavant, Rigi avait commencé de travailler pour une entreprise en ligne vendant des lampes à LED customisées afin de gagner de l'argent, car il avait épuisé toutes ses ressources, ce qui l'avait obligé à suspendre ses recherches sur les drones.

Avec un sourire modeste et une pointe de nostalgie, Rigi raconte cette période difficile, mais aussi les concours qu'il a remportés et ceux auxquels il a échoué, les expériences



qu'il a menées, les robots qu'il a développés et les échecs cuisants qu'il a subis – parmi lesquels sa déception de ne pas avoir été sélectionné pour participer au concours international « Drones for Good », lancé par les Émirats arabes unis.

Sa foi tranquille et son ardente conviction que sa réussite est liée à une puissance supérieure le motivent tout autant que le précepte musulman selon lequel celui qui sauve une vie sauve toute l'humanité. Il jure que ce n'est pas le profit qui l'a poussé à faire ce qu'il a entrepris, mais un article de presse rapportant la noyade, en mer Caspienne, de six étudiants partis en camp de vacances.

« Toute technologie peut être employée aussi bien pour sauver des vies que pour causer du mal, conclut Amin Rigi. Les drones ne sont ni bons ni mauvais. Toute la question est de les utiliser à bon escient. » ■

Pour en savoir plus : www.rtsideas.com

De Moscou à Amsterdam : le métro accessible à TOUS

L'application de conception russe « Métro pour tous » permet aux usagers à mobilité réduite des métros de Moscou, Saint-Petersbourg, mais aussi Varsovie, Amsterdam et bientôt Kiev, de prévoir leur trajet en fonction de l'aménagement des stations.

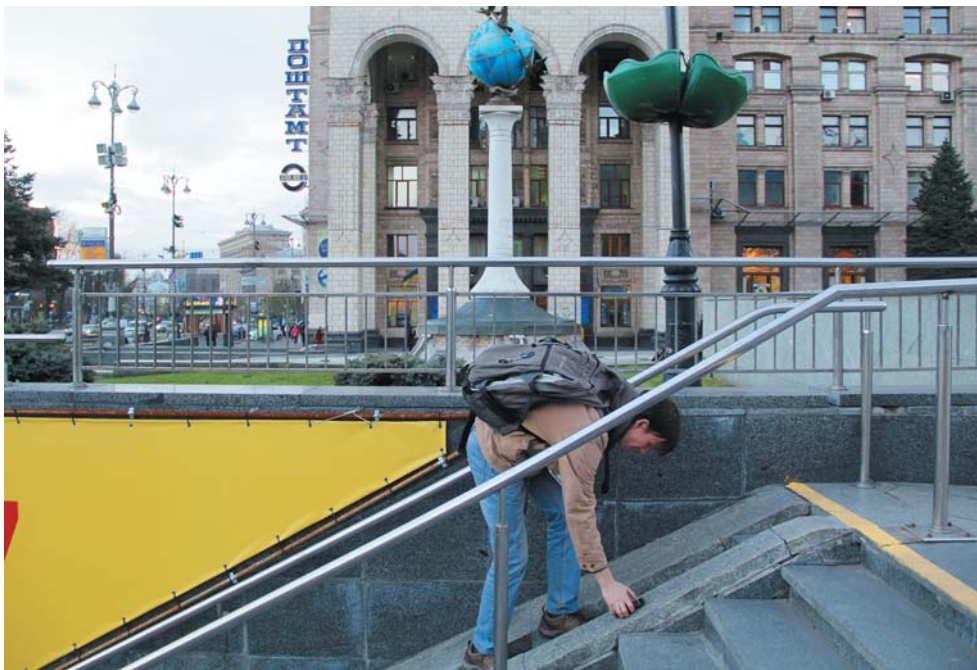
MANON MASSET, *Le Courrier de Russie*, Russie, manon.masset@lcdr.ru

Armés d'un mètre ruban, d'une application qui mesure les dénivelés et des schémas des stations sur tablette, Maxim Doubinine, le fondateur de l'application « Métro pour tous », et sa collaboratrice Anna Smirnova sillonnent depuis une semaine les 52 stations du métro de Kiev – de celle de Dnipro, sur la ligne rouge, à celle de Lukianivska, sur la ligne verte, en passant par la station Maïdan, sur la ligne bleue.

Les stations sont-elles équipées d'ascenseurs ? Combien de marches comptent les escaliers ? Y a-t-il des escalators ? Quel est le dénivelé des passages souterrains ? Les escaliers disposent-ils de rampes ?... Maxim et Anna récoltent toute une série de données concernant l'accessibilité des stations pour les personnes à mobilité réduite afin de les transférer aux trois développeurs de leur entreprise, qui transforment ensuite ces informations en itinéraires visuels pour les usagers.

À l'aide de l'application « Métro pour tous », à télécharger gratuitement sur metro4all.org, les personnes à mobilité réduite – qu'il s'agisse d'invalides en chaise roulante, de mères avec des poussettes ou simplement de voyageurs avec des bagages – peuvent ainsi étudier en détail les infrastructures de chaque station et calculer l'itinéraire qui leur convient le mieux.

Sur la base des données récoltées, l'équipe établit également un classement des métros en fonction de leur accessibilité. Ils constatent ainsi que les réseaux d'Europe



Manon Masset/LCDR

de l'Est – Moscou, Kiev, Minsk, Varsovie – sont moins adaptés que ceux d'Europe de l'Ouest – Amsterdam, Lausanne, etc.

« Dans beaucoup de grandes villes, il est parfois tout simplement impossible, pour une personne à mobilité réduite, de se rendre d'un point A à un point B », déplore Maxim Doubinine. À Moscou, où l'équipe du projet est basée en permanence, seuls 8 % des stations de métro et 30 % des itinéraires sont accessibles aux personnes à mobilité réduite. Un constat que l'équipe de « Métro pour tous » souhaite faire entendre aux autorités afin qu'un plan d'action soit mis en place pour y remédier. « L'objectif final de notre projet étant bien évidemment que nos conclusions mènent à des actions concrètes », souligne Maxim.

L'équipe a ainsi rédigé un document d'une centaine de pages - libre de droits et accessible à tous sur leur site - comportant des recommandations visant à améliorer les infrastructures pour les personnes à mobi-

lité réduite, qu'ils ont adressé à plusieurs organisations de défense des droits des invalides et aux autorités russes.

Mais l'initiative est demeurée vaine jusqu'à présent. « Nous comprenons mieux que quiconque que le fait d'aménager le métro pour les personnes à mobilité réduite est très compliqué et exige parfois des investissements considérables. Pourtant, beaucoup de petits aménagements peuvent être réalisés, notamment au niveau des portes, des tourniquets, des marches, etc. Car un des gros problèmes que nous avons mis en lumière, c'est que certaines infrastructures existent mais sont inachevées ou inadéquates, note la coordinatrice du projet, Anna Smirnova. Certaines stations du métro de Kiev, par exemple, disposent d'ascenseurs, ce qui est une bonne chose, mais les portes pour y accéder sont horriblement lourdes et étroites. Les usagers en chaise roulante – les premiers concernés – ne peuvent donc pas les emprunter », ajoute-t-elle.

Les cinq spécialistes russes de l'innovation technologique à l'origine de l'application « Métro pour tous » recherchent aujourd'hui des partenaires – organisations de défense des droits des handicapés ou autres – pouvant agir en qualité de relais afin de faire connaître le projet auprès des décideurs. « En deux ans d'existence, nous avons cartographié treize réseaux de métro, mais on devrait trouver un service équivalent dans toutes les villes du monde et pour tous les moyens de transport ! Nous serions prêts à le faire, mais nous avons besoin d'aide », insiste le fondateur de l'application, qui a créé, en 2011, sa propre entreprise commerciale d'innovation technologique en Russie : NextGIS.

Soutenue financièrement par NextGIS, l'application « Métro pour tous » existe pour l'heure grâce à la motivation de ses créateurs. « Les concepteurs du projet peuvent laisser libre cours à leur imagination et tester de nouvelles innovations », se félicite le fondateur, âgé de 31 ans. L'équipe a ainsi mis en place un système – au stade de test, donc inaccessible au public pour l'instant – qui complète les itinéraires en métro par le détail des itinéraires à pied. « Nous prévoyons également de reproduire les stations en 3D, de rendre l'utilisateur actif en lui offrant la possibilité de donner son avis et d'adapter l'application pour iPhone – elle ne fonctionne que sur Android pour le moment », précise Maxim.

Dans l'avenir, l'équipe voudrait mettre au point un système de navigation souterrain, accessible sans connexion internet.

« Aucun GPS, à l'heure actuelle, n'est capable de fonctionner sous terre et sans internet – il s'agira d'une véritable première mondiale !, insiste Maxim, qui a étudié cinq ans aux États-Unis avant de revenir travailler en Russie. Les possibilités sont infinies, ajoute-t-il. L'idée, à terme, serait que les données récoltées servent aussi aux usagers ordinaires. Bref, un vrai métro pour TOUS ! », conclut-il, enthousiaste. ■

Celle qui a répondu à l'appel

En 2002, Runa Khan a créé le premier hôpital flottant du Bangladesh. Cette ancienne péniche, autrefois utilisée par Yves Marre, inventeur et aventurier français, permet désormais d'apporter des soins élémentaires aux habitants les plus pauvres.

AMITAVA KAR, *Daily Star*, Bangladesh, amitavag09@gmail.com

Personne n'aidait vraiment ces gens avant, explique Runa Khan, qui confie pourquoi, pour elle, ce fut différent. « J'ai vu une mère qui nourrissait son bébé dans l'obscurité. Le bébé a pleuré pendant trois jours car il souffrait de brûlures. Il n'avait pas accès aux antipyrétiques comme le paracétamol pour soulager sa douleur. J'étais en colère contre cette injustice. J'ai eu envie de faire quelque chose pour eux. Ils ont les mêmes droits que nous tous. »

Rapidement, elle s'est posé de nombreuses questions. Par où commencer pour aider ces gens vivant dans la plus grande indigence, ayant littéralement besoin de tout ? Runa Khan a donc créé des emplois, construit des écoles, assuré l'approvisionnement en eau

potable, pris soin des habitants après les catastrophes. Elle leur a ainsi offert deux choses inestimables : la dignité et l'espoir.

La philosophie de Runa Khan est différente de celle des autres bénévoles. « Nous travaillons directement avec les personnes et les donateurs de fonds. Nous privilégions le travail sur le long terme plutôt que projet par projet. »

Aujourd'hui, son organisation, Friendship, travaille dans les îles et les rives les plus reculées et inaccessibles du nord et les zones côtières du sud du Bangladesh.

Équipée d'une flotte de trois navires-hôpitaux, Friendship assure même des opérations de chirurgie orthopédique et de reconstruction à bord. Friendship dispose de plus de 25 bateaux et ambulances de rivière et a développé un système de soins de santé avec des opérateurs tiers, dans le cadre d'un réseau de 556 établissements d'aide médicale et 550 cliniques satellites, gérés par une équipe de 22 médecins en interne et plus de 200 médecins spécialistes internationaux volontaires. Dans le cadre du projet baptisé mHealth, Friendship a également développé un premier service de prestation de soins de santé primaires dispensés par téléphone.



Friendship

Certaines des difficultés auxquelles Runa Khan a été confrontée au départ perdurent : « Personne ne croyait que je pouvais le faire. Le financement était toujours un défi. Le plus dur, c'est de devoir choisir qui aider en priorité : vaut-il mieux aider un jeune garçon ayant besoin d'une chirurgie cardiaque coûteuse, des centaines de personnes mal-voyantes, ou encore des femmes atteintes du cancer du col de l'utérus ? »

Ces sujets, qui ouvrent une avalanche de questions éthiques, Runa Khan préfère ne pas trop

s'y attarder : « Avec de l'empathie et de la compassion, on trouve toujours un moyen. »

La communauté internationale a reconnu le travail de Runa Khan. En 2012, elle a reçu le Prix de l'entrepreneur social de la fondation Schwab, le prix d'Excellence entrepreneur femme de la SZWEC en 2010, le prix de l'IDB 2008, le prix Rolex 2006 et la bourse d'Ashoka en 1994.

Quand elle n'est pas occupée à sauver des vies, Runa Khan écrit. Elle a déjà publié six ouvrages de pédagogie et deux recueils de

contes pour enfants. Elle préside l'ONG Global Dignity au Bangladesh, fondée par le prince héritier de Norvège, et a également fondé Friendship International, qui opère dans cinq pays.

Plusieurs personnes ont accusé Runa de « saboter le marché » en répondant à de nombreux besoins de base gratuitement. Mais elle n'en a que faire : « Si ni le gouvernement, ni aucune ONG ne les aide, nous nous en chargerons. Un point, c'est tout », répond-elle, radicale.

Comment fournir des soins de santé abordables aux personnes pauvres ? « La seule question à se poser, c'est de savoir comment dispenser des soins efficaces à ceux qui en ont le plus besoin, affirme Runa Khan. La santé et l'éducation sont des droits universels, et il n'y a même pas à se demander si telle ou telle personne peut ou non se les permettre. Je continuerai de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour que ceux qui vivent dans la plus grande pauvreté aient accès à ces droits fondamentaux ! », conclut Runa Khan, qui fait décidément partie de ces personnes qui n'ont pas peur de s'engager. ■

Pour en savoir plus : www.friendship-bd.org

MODIFICATION DE LA LOI SUR L'IMMIGRATION POUR LES SPÉCIALISTES HAUTEMENT QUALIFIÉS

Le 24 avril 2015, des changements apportés à la loi fédérale N°115-FZ du 25 juillet 2002 « Sur la situation juridique des citoyens étrangers en Fédération de Russie », incarnés par la loi fédérale du 8 mars 2015, sont entrés en vigueur.

En quoi consistent ces modifications ?

Le salaire minimum mensuel pour les spécialistes hautement qualifiés a été fixé à 167 000 RUB au lieu, précédemment, d'un salaire annuel minimum de 2 000 000 RUB. De plus, le salaire trimestriel ne doit pas être inférieur à 501 000 RUB (soit 167 000 RUB mensuels).

Ces modifications s'appliquent dès lors également en cas de :

- maladie,
- congé sans solde,
- ou toute autre circonstance pouvant entraîner un non-paiement (partiel) de salaire à un spécialiste hautement qualifié durant cette période.

L'employeur doit désormais se plier à ces nouvelles exigences.

Gardez cependant à l'esprit que, en général, les cas mentionnés ci-dessus peuvent abaisser le salaire total pour la période correspondante (soit un trimestre) en-dessous de la barre des 501 000 RUB, puisque le Code du travail russe n'impose pas un versement des salaires dans de tels cas.

Y a-t-il des risques supplémentaires ?

La législation ne stipule aucune clause particulière en cas de :

- voyages d'affaires
- congés annuels payés

Lors d'un voyage d'affaires, les revenus moyens journaliers sont versés à la place du salaire, de telle façon qu'il arrive que la paye trimestrielle puisse être inférieure à 501 000 RUB.

De même, la situation peut s'avérer particulière lorsqu'une indemnité de congé, ainsi que cela est exigé par la loi, est versée trois jours avant les congés payés annuels. En effet, si cette indemnité est versée au cours du trimestre précédent, la somme trimestrielle correspondante peut être inférieure à trois fois le montant du salaire minimal mensuel fixé par la législation (soit 501 000 RUB).

Quelles sont les conséquences ?

Si le salaire trimestriel est inférieur au seuil de 501 000 RUB, l'employeur sera sujet à une amende et se verra interdit d'embaucher de nouveaux spécialistes hautement qualifiés pendant deux ans.

Comment puis-je me protéger ?

SCHNEIDER GROUP recommande aux employeurs de vérifier le montant total des salaires trimestriels versés aux spécialistes hautement qualifiés avant la fin du trimestre considéré. En effet, si le salaire trimestriel est inférieur au montant minimal qu'impose la nouvelle loi, il est préférable de solliciter un avis juridique afin d'analyser la situation et de trouver une solution adaptée. Dans la plupart des cas, des amendements immédiats aux contrats de travail pour les spécialistes hautement qualifiés ne s'imposent pas. Étant donné que ces modifications ne sont pas entièrement en accord avec la réglementation prévue par le Code du travail russe, d'autres changements et clarifications futurs sont à prévoir.

Pour toute question, n'hésitez pas à nous contacter, nous serons ravis de vous assister dans cette démarche.

Helge Masannek,
Directeur du Service Juridique et Fiscal
MasannekH@schneider-group.com

www.schneider-group.com

SCHNEIDER GROUP

L'algoculture pour diversifier les revenus des pêcheurs

En deux ans d'existence, le projet d'algoculture soutenu par WWF Madagascar dans les villages de Beheloke et de Befasy, au sud-ouest de l'île, a permis d'améliorer les revenus des pêcheurs de Madagascar, mais aussi de préserver l'écosystème marin.

MIANGALY RALITERA, LOVA RABARY-RAKOTONDRAVONY,
L'Express de Madagascar

Voilà deux heures que Birisoa est dans la mer. L'eau lui arrive à la taille, mais il ne semble pas s'en formaliser. Natif du peuple « vezo », cette ethnie de pêcheurs du sud-ouest de Madagascar, il ne fait qu'un avec l'océan. La mer, cet homme originaire de Beheloke, petit village de pêcheurs situé à plus de 1 000 km au sud-ouest d'Antananarivo, l'a dans le sang ; et passer du temps dessus, pour pêcher à bord des petites pirogues « vezo », ou dedans, pour s'occuper de son champ « d'algues rouges », ne le gêne pas.

Pendant que nous lui parlons, il continue machinalement de frotter avec ses mains la corde qui flotte sur l'océan pour en détacher les algues vertes dérivantes, collées à ses « algues rouges » Euchema. « La récolte ne sera pas bonne ce mois-ci », regrette-t-il. Il a eu des décès dans sa famille et a dû délaisser son « champ » pendant une dizaine de jours. Ce qui a donné du temps aux algues vertes et à la *ice-ice*, cette maladie qui freine la croissance des algues rouges, d'envahir sa culture.

Tous les 45 jours, pourtant, quand il passe vingt jours dans la mer pour assurer l'entretien de ses plantes, Birisoa peut produire jusqu'à 140 tonnes d'algues rouges séchées avec ses soixante lignes. De quoi faire entrer dans la caisse familiale 70 000 ariary (23 euros environ) supplémentaires. Pas assez pour boucler le mois, mais suffisamment pour lui permettre de payer les 20 000 ariary (soit



Claude Rakotonobe

environ 6,50 euros) de frais de scolarité mensuels de ses quatre enfants, qui fréquentent désormais l'école privée du village. Avec ce qui lui reste, il peut aussi acheter du riz et, parfois, assurer certains besoins quotidiens de son ménage, comme du crédit pour le téléphone.

Notre algoculteur, qui continue de pêcher la nuit pour pouvoir nourrir sa famille, a l'ambition de doubler le nombre de ses lignes et d'en tirer l'essentiel de ses revenus. Il n'irait alors à la pêche que de temps en temps car « depuis quelques années, les poissons se font plus rares, et les pêcheurs doivent aller encore plus en haute mer pour attraper les meilleurs produits ».

Selon Patrice Razafimamonjy, technicien d'encadrement en algoculture à Beheloke et dans le village voisin de Befasy, avec cent vingt lignes, « le maximum qu'un homme puisse jusqu'ici entretenir pendant une saison », un ménage peut produire jusqu'à 300 kilos d'algues et, au cours actuel du produit, en tirer 150 000 ariary (environ 50 euros) tous les 45 jours. Soit l'équivalent du salaire minimum mensuel d'embauche à Madagascar. Ce revenu a permis de changer la vie de nombreux pêcheurs dans cette partie sud de la Grande île, où l'algoculture a commencé à se développer il y a près de dix ans.

« À Sarodrano, la capitale de l'algoculture de notre région, les villageois vivent de la culture des algues rouges, et la pêche

est presque devenue une activité secondaire, confie le technicien. Le village s'est transformé, les habitants vivent vraiment mieux », poursuit celui qui, avant d'être recruté par le WWF comme consultant d'encadrement des villageois, travaillait pour une société qui achète et exporte les algues rouges du Sud malgache. Celles-ci sont ensuite transformées en Europe pour en extraire le carraghénane, utilisé comme produit gélifiant dans l'industrie agro-alimentaire ou la fabrication de dentifrice et de rouge à lèvres.

À Beheloke, où l'algoculture n'a été introduite qu'en 2013, les quelques trente-trois algoculteurs ne fournissent encore que 400 kilos d'algues séchées tous les quinze jours. « Mais c'est parce que nous n'en sommes qu'aux débuts. Je sais qu'ici, les villageois peuvent faire autant, sinon mieux qu'à Sarodrano. Beheloke réunit toutes les conditions pour devenir un autre village d'algoculteurs », assure-t-il.

Gaëtan Tsiresy, chercheur à l'Institut halieutique et des sciences marines (IHSM) de l'université de Toliara, confirme que dans le Sud-Ouest de Madagascar, les caractéristiques de la mer offrent de bonnes conditions pour la culture des algues rouges. « La température, qui varie entre 25 et 30°C, est favorable au développement de cette espèce tropicale », souligne-t-il. Il évoque aussi d'autres aspects, tels la profondeur des eaux ou le mouvement des houles et les vagues. « S'agis-

sant d'une activité alternative, il faut prendre en considération les conditions dans lesquelles les villageois doivent travailler », indique-t-il.

À Beheloke, « l'espace est suffisamment vaste pour le développement de la culture, les algues dérivantes ne sont ni trop nombreuses ni trop envahissantes, et la profondeur des eaux est correcte : les algues ne sont pas en contact avec le sable, et pas non plus gênées par la lumière du soleil. En outre, la mer est calme, car les courants ne sont pas trop forts », ajoute Gaëtan Tovondrainy, chef de projet marin de l'antenne régionale de WWF Madagascar à Toliara. À l'en croire, « les conditions sont idéales pour que les femmes de pêcheurs puissent contribuer aux revenus des ménages ».

C'est donc notamment pour permettre une amélioration des revenus des ménages que le WWF Madagascar soutient l'algoculture à Beheloke et Befasy. Mais il s'agit aussi et surtout, pour l'organisation, de protéger l'environnement et d'offrir à des pêcheurs de plus en plus nombreux des activités alternatives. « Depuis 2003, beaucoup d'agro-éleveurs ont migré vers les villages littoraux pour devenir pêcheurs, explique Gaëtan Tovondrainy. Du coup, les produits de la mer se sont fortement réduits, tandis que la pression sur les ressources halieutiques et les récifs coralliens s'est largement accentuée », poursuit-il.

Avec l'algoculture, certaines familles ont ainsi vu leurs revenus s'améliorer, et l'écosystème marin tend à se reconstituer. « Des poissons et d'autres espèces viennent pondre dans les algues, qui offrent ensuite un abri à leurs petits », souligne fièrement M. Tovondrainy. Il note aussi que les rapports du WWF font état d'« une hausse de 2 % du taux de recrutement du récif corallien, avec un maintien du taux de couverture des coraux vivants en seulement deux ans d'existence du projet ». ■

Fabriquer des toits à partir de sacs plastiques

Dans la chaleur torride du Sahel africain, les toitures de tôle transforment parfois les maisons en véritables fournaies. Au Burkina Faso, un ingénieur a décidé d'utiliser des déchets plastiques pour remédier au problème.

PETER DÖRRIE, Sparknews

Il peut sembler étrange de choisir de dormir dehors, lorsqu'on peut le faire dans une maison tout à fait convenable. Surtout dans des pays comme le Burkina Faso, où les gens sont exposés aux éléments, à la poussière et aux insectes, vecteurs de maladies pendant la saison sèche. Cela s'explique pourtant par le fait que les températures moyennes, élevées, ne descendent pas sous les 30 degrés Celsius, et que les matériaux de toiture inadéquats, comme les tôles métalliques, transforment



Peter Dörrie

les maisons en de véritables fournaies.

Calvin Tiam, un ingénieur et entrepreneur vivant à Ouagadougou, a trouvé une solution qui permet de faire d'une pierre deux coups. Il a développé un matériau de toiture novateur à partir de plastique recyclé. Le matériau est quatre fois plus isolant que

la tôle métallique. « La ville de Ouagadougou produit chaque année 16 000 tonnes de déchets plastiques », explique M. Tiam. Et seule une infime part de ces déchets est recyclée. Dans la capitale burkinabè, l'enlèvement des ordures consiste à ramasser et brûler ce dont les habitants ne veulent pas, comme les sacs plastiques.

Et ces feux, que l'on voit un peu partout dans la ville, dégagent des nuages de fumée toxique.

Avec l'aide de spécialistes basés en France, l'ingénieur a développé un procédé de fabrication qui utilise la fusion plutôt que la combustion et ne rejette aucun gaz nocif dans l'air. « Le défi était de trouver un procédé qui respecte à la fois l'environnement, les normes de sécurité et les préférences locales », souligne-t-il.

TECO2, l'entreprise de M. Tiam, a créé un prototype prêt à être testé sur le terrain. Si elle réussit à obtenir les investissements nécessaires pour lancer la production, elle pourrait produire le matériau de toiture à des prix compétitifs et améliorer ainsi la qualité de vie de très nombreuses personnes, qui rêvent simplement de pouvoir dormir dans leur lit. ■

Pour en savoir plus :
www.gsvc-essec.org/teco%C2%B2/

Quand le biogaz devient mobile

Un entrepreneur allemand propose une réponse aux besoins énergétiques des pays en développement : transformer les déchets et le fumier en biogaz transportable. Et en revenus.

MATTHEW NEWSOME, Sparknews

Belete Tura s'arrime, sur le dos, un sac imposant mais léger, avant de se mettre en route pour l'installation de biogaz située non loin de là, à Arsi Negele, dans le centre de la vallée du Rift, en Éthiopie. Son sac à dos ressemble à un énorme oreiller, moitié moins haut qu'elle et presque quatre fois plus large. Quand la jeune femme descend la piste poussiéreuse dans la clarté du petit matin, les passants lancent des regards interrogateurs à son étrange fardeau.

Ce qu'ils ne savent pas, c'est que Belete Tura participe à un programme pionnier qui lui permet de se procurer de l'énergie propre à un prix abordable. Son sac à biogaz, ou (B)pack, est une création de (B)energy, entreprise à vocation sociale basée en Allemagne et dont le but est de fournir aux populations rurales pauvres des solutions pour transformer leurs déchets organiques, comme le fumier ou les déchets de cuisine, en énergie.

Avant, Belete Tura passait plusieurs heures par jour à ramasser le bois dont elle se servait comme combustible – comme des millions de personnes dans les pays en voie de développement. Mais la demande en bois entraîne une déforestation inquiétante, et sa combustion dans les habitations multiplie les problèmes respiratoires. Pointant du doigt le plafond de sa cuisine, noirci de fumée au fil des ans, Belete Tura s'interroge : « Si mon plafond est comme ça, je me demande à quoi ressemblent mes poumons ! ».



La fondatrice de (B)energy, Katrin Puetz, est ingénieur agronome. C'est pendant ses études qu'elle a compris que le biogaz pouvait constituer une source d'énergie propre, renouvelable et bon marché : le crotin d'une chèvre mélangé à des déchets de cuisine et à des eaux usées produit suffisamment de gaz pour pourvoir aux besoins en énergie de trois personnes pendant une journée.

Mais Katrin Puetz s'est aussi rapidement rendue compte qu'il fallait revoir la production du biogaz avant de pouvoir en faire profiter à grande échelle les populations rurales pauvres. Car les technologies d'alors étaient onéreuses et fixes. Pire, précise Katrin Puetz, « il n'existait aucune solution pour qu'une famille puisse gagner de l'argent en vendant du biogaz. »

Pendant qu'elle travaillait sur son mémoire, en Allemagne, Ka-

trin Puetz a conçu une gamme de produits, de dimensions réduites et à des prix abordables, destinés à l'utilisation du biogaz. Puis, au bout de trois années de recherches en Allemagne et en Éthiopie, elle a fondé (B)energy avec de l'argent qu'elle avait mis de côté.

Le (B)plant est un digesteur dans lequel le mélange de déchets organiques (fumier, déchets de cuisine, résidus agricoles) et de liquides (eaux usées, urine) se décompose en milieu anaérobie pour donner du biogaz, principalement du méthane et du dioxyde de carbone. Ce digesteur existe en plusieurs tailles. Le plus petit, dont le prix avoisine les 200 euros, peut produire 2,5 m³ de gaz par jour, ce qui permet par exemple de cuire des aliments pendant huit heures.

Pour le transport et le stockage, Katrin Puetz a conçu le (B)pack. Ce sac léger se gonfle automatiquement quand on le branche à l'aide

d'un tuyau sur un (B)plant. Une valve permet ensuite de le connecter à un réchaud. Et il ne reste plus qu'à appuyer dessus avec un objet lourd, une planche en bois ou une grosse pierre par exemple, pour que le biogaz en ressorte. Le (B)pack coûte environ 45 euros et pèse moins de 5 kg une fois plein.

Le (B)pack a beau avoir des airs de mini-montgolfière, il ne présente aucun risque d'explosion, assure l'ingénieur : il n'est pas pressurisé. Et si jamais le matériau ultra-résistant dont il est constitué prenait feu, la fuite de gaz ne produirait qu'une flamme infime : il faut mélanger le biogaz à de l'air pour le rendre inflammable.

Côté distribution, Katrin Puetz est convaincue que le seul modèle durable est celui d'un secteur privé constitué de petites entreprises : « Quand on ne permet pas aux gens de gagner de l'argent en produisant de l'énergie et en la

vendant, ils restent entièrement dépendants des aides au développement, souligne-t-elle. Ajoutant : Alors qu'en disposant de fumier, d'eaux usées et d'un peu d'argent, les gens peuvent, grâce à ce système, sortir de la pauvreté en devenant (B)entrepreneur et en vendant leur biogaz. »

Il est également possible d'investir, seul ou en groupe, dans un digesteur plus grand, capable de produire 5,5 m³ de biogaz par jour. Le surplus d'énergie peut ensuite être vendu à n'importe quel acheteur équipé d'un (B)pack, lequel peut contenir de quoi cuisiner pendant quatre heures.

En Éthiopie, Yodit Balcha, la première franchisee (B)energy, a mis en place une installation à biogaz et propose des produits (B)energy sur le marché local. « C'est une affaire intéressante, se félicite la jeune femme. Et en même temps, ça aide les gens de mon pays à trouver une solution aux problèmes énergétiques. »

(B)energy est désormais présente au Chili aussi et devrait peu à peu gagner du terrain dans les pays en développement. Pour les utilisateurs convertis au biogaz, il n'y a pas de retour en arrière possible. Belete Tura ne passe plus qu'une heure par jour à cuisiner, contre trois auparavant. Et elle économise l'équivalent de 10 euros par mois sur sa facture d'énergie, une somme considérable en Éthiopie, où le salaire mensuel moyen est d'à peine 40 euros.

Dans l'ensemble, la jeune femme apprécie ce nouveau système pour ses avantages pour la santé, les économies qu'elle réalise et la dimension sociale de l'entreprise. Mais avant tout, souligne-t-elle, parce qu'il lui « simplifie la vie » !■

Pour en savoir plus : www.be-nrg.com/b-home/



De l'électricité grâce à un tourniquet

Jouer tout en fabriquant de l'électricité : c'est l'idée simple mais lumineuse de l'organisation humanitaire américaine Empower Playgrounds, spécialisée dans les « jeux d'électricité » à destination des pays défavorisés.

L'Actu - Mon Quotidien, France

À Pediatorkope, petite île très pauvre du sud-est du Ghana, en Afrique, les habitants n'ont pas d'électricité. L'île n'est pas reliée au réseau national de distribution. Pour les aider, Empower Playgrounds a eu l'idée d'installer des tourniquets en fer un peu spéciaux dans la cour de récréation d'une école primaire. Quand les enfants s'en servent, une turbine génératrice d'énergie se met en route, qui permet de recharger des piles pouvant alimenter des

lampes LED (basse consommation) durant 40 heures.

À tour de rôle, les élèves sont responsables de la recharge des batteries. Le soir, les enfants sont autorisés à ramener ces lampes chez eux. Cela transforme leur vie : ces lampes, moins dangereuses que les lampes à pétrole que possèdent souvent les villageois, leur permettent de continuer d'étudier et de faire leurs devoirs à la maison. Les élèves ont ainsi de meilleurs résultats à l'école. « Avant, on ne pouvait pas donner du travail à la maison aux enfants, car il faisait nuit quand ils rentraient. Résultat, ils avaient de mauvais résultats. Mais grâce à ces lampes, ils apprennent mieux le programme », a témoigné l'un des enseignants dans la presse. Ils ont aussi, ainsi, davantage de chances de continuer d'aller à l'école après le primaire.

Ce projet, baptisé « Merry goes round », a déjà été mis en place

dans 42 écoles d'un pays qui en compte plus de 40 000. Le Ghana est souvent touché par des coupures d'électricité qui perturbent la vie quotidienne des habitants, notamment ceux qui vivent à la campagne, loin de tout.

L'organisation Empower Playgrounds a aussi monté un autre projet à Pediatorkope : une petite usine de production d'énergie solaire (dont l'Afrique ne manque pas !) installée sur l'île. Les habitants peuvent acheter des batteries leur permettant de faire fonctionner quelques lampes et de recharger leurs téléphones portables. La batterie tient un mois, et la recharger coûte l'équivalent d'1,30 euro. L'argent ainsi gagné permet d'entretenir l'usine.

Cette invention a un bel avenir : on estime que, dans le monde, environ 600 millions de personnes n'ont pas les moyens de s'éclairer. L'Afrique est le continent le plus touché par cette injustice. ■

Des textos pour lutter contre la pauvreté

L'ouverture d'un compte en banque est un premier pas vers la stabilité financière. Une application, baptisée Juntos, « parle » à ses utilisateurs – nouveaux titulaires d'un compte bancaire – pour les encourager à mettre de l'argent de côté.

LAURA SHIN, *Sparknews*

Carmen Hernandez, 34 ans, vit à Dallas avec son mari et ses cinq enfants. Son conjoint travaille dans le bâtiment et gagne environ 50 000 dollars par an. Mme Hernandez touche entre 800 et 1 000 dollars par mois en fabriquant des vêtements et des décorations de fête.

En février 2014, la famille n'avait que 300 dollars d'économies. Mme Hernandez a commencé à utiliser Juntos, une application qui envoie des textos sur son portable, un téléphone mobile de base.

Juntos lui demande, par exemple, si elle souhaite mettre plus d'argent de côté. Si la réponse est oui, Mme Hernandez répond en indiquant le montant qu'elle veut déposer sur son compte d'épargne. L'application peut aussi lui rappeler qu'elle a la possibilité d'utiliser ses économies pour faire face à une éventuelle urgence. D'autres messages l'encouragent simplement à continuer d'épargner.

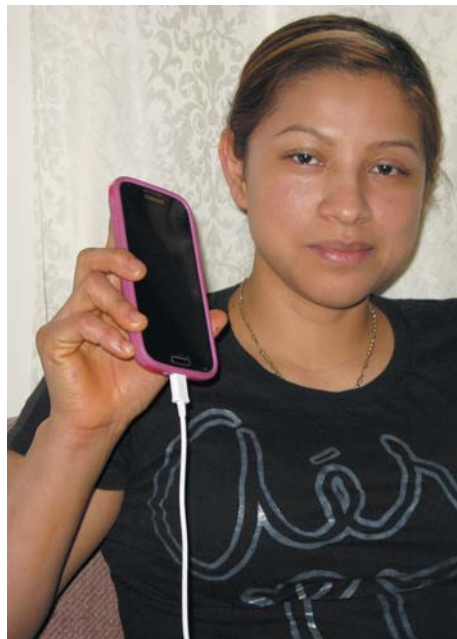
Un an plus tard, les économies de la famille s'élevaient à 5 000 dollars.

« Tous les messages qu'ils envoient m'aident vraiment, a témoigné Mme Hernandez par l'intermédiaire de son fils de 14 ans, qui lui servait d'interprète. Sans cette application, j'épargnerais beaucoup moins. »

L'entreprise qui se tient derrière ce programme, Juntos Finanzas (ou, plus simplement, Juntos), est basée à San Carlos, en Californie. Elle promeut l'inclusion financière et aide les personnes qui ouvrent un compte en banque pour la première fois à gérer leur argent. « Nous espérons accroître le nombre de clients actifs et de comptes au solde positif », explique Katie Nienow, cofondatrice et vice-présidente du développement commercial.

Tout a commencé en 2009, lorsque Ben Knelman, alors étudiant à l'Institut de design de l'université de Stanford (et aujourd'hui PDG de l'entreprise), a créé une application pour aider les concierges de l'école à gérer leurs économies. Au départ, Karina, l'une des concierges, était très sceptique lorsqu'on lui a dit qu'elle pouvait mettre de côté une partie de son salaire de 21 000 dollars annuels. Mais l'application lui a effectivement permis d'épargner 2 000 dollars en l'espace d'un an. Juntos a remporté le prix de l'innovation pour l'inclusion financière à l'occasion du sommet du G20 2012, à Mexico.

Une étude pilote, réalisée en Colombie,



Juntos Finanzas

a montré que les soldes des comptes des utilisateurs de Juntos étaient de 50 % supérieurs à ceux des autres membres du groupe échantillon. De nombreux utilisateurs, qui entretenaient déjà un lien étroit avec leur téléphone – l'une d'entre eux l'appelle « son bébé » – ont fini par ressentir une forme d'attachement pour l'application. Ils lui envoient des messages du type : « Je veux simplement te remercier pour ton aide. Tes encouragements sont très utiles. »

Grâce à des partenariats établis avec des institutions financières colombiennes, mexicaines et tanzaniennes, Juntos compte désormais 200 000 utilisateurs. Une équipe de rédacteurs de formations variées – de la psychologie au design – utilisent l'économie comportementale et la recherche sur le terrain pour adapter chaque version à la culture et à la langue du pays. Juntos a également créé une version pour les utilisateurs basés aux États-Unis, qui s'adresse surtout aux nouveaux arrivants, peu habitués au système bancaire américain.

« Ces dernières années, des innovations, telles l'argent mobile et les services bancaires à distance ou par téléphonie mobile, ont permis de réduire les coûts et d'améliorer l'accessibilité bancaire pour les personnes démunies », note Mme Nienow. Or, s'il est facile pour les banques de convaincre les gens d'ouvrir un compte, il arrive souvent que celui-ci devienne presque immédiatement inactif. Le taux d'inactivité des nouveaux comptes oscille en effet, dans le monde, entre 40 et 90 %.

Les personnes dont le compte bancaire n'est pas actif sont aussi, souvent, celles qui ont tendance à adopter des comportements à risque. En choisissant, par exemple, de conserver leur argent chez elles, s'exposant ainsi aux vols, ou en décidant d'avoir recours

à des moyens d'épargne informels ou difficiles à liquider – demander à un membre de la famille de garder leur argent ou constituer des stocks pour leur petite entreprise notamment.

« Les personnes démunies, lorsqu'elles sont préoccupées par des questions d'argent, sont incapables de prêter toute leur attention à autre chose – ce qui a un impact négatif sur leurs performances professionnelles et leur potentiel d'épargne futur », constate Mme Nienow, en citant des études qui montrent que les personnes connaissant des difficultés financières obtiennent de moins bons résultats aux tests de QI.

Les comptes inactifs occasionnent aussi des coûts pour les banques, qui consacrent du temps et de l'argent à les développer, à en faire la publicité et à les maintenir ouverts. Juntos est donc aussi un partenaire naturel des institutions financières : les banques ont des clients que Juntos peut cibler pour l'inclusion financière, et l'application peut aider les banques à réduire leur taux d'inactivité.

Après l'inscription – automatique ou non, selon la banque –, l'utilisateur reçoit un message lui expliquant que le service fonctionne comme un coach financier gratuit. Juntos essaie différents types de messages, afin de déterminer ce qui pousse la personne à répondre, puis peaufine ses algorithmes en fonction des réponses obtenues. « Nous testons sans cesse de nouveaux messages, pour voir ce qui a le plus d'impact », poursuit Mme Nienow.

Une fois que le client a répondu, Juntos lui demande s'il est intéressé par un aspect de son compte en particulier. L'entreprise peut rappeler au titulaire, par exemple, qu'en maintenant un solde stable sur son compte, il peut obtenir une couverture santé gratuite.

Antonique Koning, spécialiste du secteur financier au sein du Groupe consultatif d'assistance aux personnes pauvres (Consultative Group to Assist the Poor, CGAP), précise que l'usage d'algorithmes pour analyser de gros volumes de données clients et mettre constamment à jour les réponses est une nouveauté chez les organisations faisant la promotion de l'inclusion financière. Elle espère que la plate-forme créée par Juntos permettra de développer la confiance des gens à l'égard des banques.

« Les fournisseurs doivent se concentrer davantage sur les clients, afin de mieux comprendre leurs réalités, leurs besoins et leurs préférences et de développer des solutions utiles, insiste-t-elle. Les gens se méfient du système financier parce qu'il ne parle pas la même langue qu'eux. » ■

Pour en savoir plus :
www.juntosglobal.com

100 chercheurs, soutenus par le Fonds AXA pour la Recherche, aident à mieux appréhender les effets du changement climatique

Fonds AXA pour la Recherche
 Chercher pour protéger

Environnement, santé, socio-économie :
 450 projets de recherche dans 32 pays.
 Pour mieux nous protéger, AXA soutient la recherche sur les risques qui nous concernent tous.

Gallery.axa-research.org/environnement
 @AXAResearchFund #axarf

réinventons / notre métier



Jib.li, une plate-forme de « co-valisage »

SAMIR GHEZLAOUI, *El Watan, Algérie*,
samghezlaoui@yahoo.fr

Jib.li est une plate-forme en ligne unique en son genre. Ce site participatif propose à ses utilisateurs une solution innovante, rapide et économique, pour transporter et recevoir leurs colis à travers le monde entier. Fondé en 2011 par Ryadh Dahimene et Chakib Benziane, deux informaticiens algériens établis à Paris, Jib.li s'inspire des sites de co-voiturage et de la plate-forme américaine Airbnb. Le site recense actuellement 4 000 utilisateurs, et ses concepteurs espèrent atteindre rapidement le nombre de 50 000, afin de pouvoir pérenniser et rentabiliser leur start-up. Car le profit de Jib.li est exclusivement lié au nombre de ses utilisateurs : concrètement,

le système offre un support technique simple et sécurisé qui fait le lien entre les personnes attendant des colis de l'étranger et celles proposant d'en transporter. En contrepartie de son rôle de médiateur dans ces transactions de « co-valisage » [partager sa valise, *ndlr*], le site récupère 4,99 % du montant de chaque opération payante conclue. Les colis de Jib.li sont traités comme un bagage ordinaire des voyageurs qui les transportent. Dans un souci de sécurité, les membres doivent signer une charte d'utilisation. Le site est par ailleurs intégré à Facebook, ce qui lui permet d'identifier ses usagers. Toutefois, le site devrait encore s'améliorer en rassurant davantage ses clients sur la protection des données personnelles et l'assurance des colis contre les vols. ■

« Maître à la maison », l'émission qui illumine le Honduras

Plus de 50 000 Honduriens, des mères célibataires pour la plupart, poursuivent leurs études primaires et secondaires à l'aide d'un programme radio qui combine le contenu de manuels avec des cours de soutien.

EDUARDO DOMÍNGUEZ, *El Herald*, Honduras, www.elheraldo.hn, dennis.dominguez@elheraldo.hn

Tegucigalpa. Kathia Varela règle doucement le bouton de son vieux poste stéréo pour écouter le cours de 17h sur la station de radio catholique *La Voz de Suyapa* (*La Voix de Suyapa*), son livre d'espagnol ouvert sur une petite table. On entend enfin retentir sur les ondes le générique de début de l'émission : El Instituto Hondureño de Educación por Radio (IHER, Institut hondurien d'éducation par radio) présente son programme *El Maestro en Casa* (« Maître à la maison »). La leçon peut alors commencer pour la jeune femme de 18 ans.

Kathia a environ 50 000 camarades également inscrits à ce cours. Cette initiative leur redonne de l'espoir, le Honduras n'offrant pas d'autres alternatives pour réintégrer le système scolaire classique. *El Maestro en Casa* est un programme qui combine un manuel avec des cours, des explications via la radio et des heures de soutien. Il a été instauré par l'IHER en 1989.

Si ce programme existe déjà au Costa Rica et au Guatemala, c'est au Honduras qu'on y constate les meilleurs résultats, précise la fondatrice et actuelle directrice, sœur Marta Soto. Depuis sa mise en place, plus d'un demi-million de citoyens ont pu apprendre à lire, selon les rap-



Kathia Varela, 18 ans, est une des 50 000 élèves d'El Instituto Hondureño de Educación por Radio (IHER, Institut hondurien d'éducation par radio).

ports de l'IHER.

« L'opportunité d'apprendre engendre le changement et l'espoir, car seul un peuple éduqué peut être un peuple libre », dit sœur Marta.

« Bienvenue ! En particulier aux élèves de cinquième », entend-on dans l'émission, que Kathia suit attentivement, depuis sa modeste maison en brique et en tôle, située dans un petit village à 25 minutes de la capitale.

Crayon et papier à la main, la jeune femme est studieuse mais garde un œil sur ses deux filles, Ana et Ericka, âgées respectivement de trois ans et un an. Les petites rigolent et montrent leurs joues tachées de sauce spaghetti, la nourriture que leur mère ramène à la maison grâce à son modeste salaire.

« C'est difficile parce que je travaille du lundi au vendredi, je suis femme de ménage », explique Kathia. C'est un cas fréquent pour l'IHER : la majorité des étudiants ont un travail à côté, ils ont de 14 à 60 ans, et 70 % d'entre eux sont des femmes.

« Nous sommes heureux de partager ce savoir que vous allez acquérir grâce au livre que vous avez reçu lors de l'inscription », dit une autre intervenante d'une voix aiguë, au bout d'une minute de programme.

Le livre est en effet le premier pilier du système. L'institut a créé une maison d'édition pour fabriquer et vendre ses manuels aux étudiants, explique sœur Marta. Les programmes sont divisés en cycles hebdomadaires, et les sujets en semestres.

« Vous avez probablement déjà tout le nécessaire en main pour éviter d'aller chercher quelque chose pendant le programme », entend-on, après 1 minute 20 de transmission. La directrice rappelle que les émissions, qui durent une heure, sont le deuxième pilier de la formation, intervenant en renfort. Elles sont diffusées sur différentes stations de radio dans tout le pays et à des heures différentes pour chaque cours et chaque sujet.

1 minute 30 : « Ici, Iris Camero et José Flores : nous serons avec vous aujourd'hui. » Iris et José font

partie des 46 employés de l'IHER. L'institut, présent dans les 18 départements du Honduras, rassemble plus de deux mille volontaires qui travaillent comme tuteurs.

C'est là que les heures de soutien – le troisième pilier – sont très utiles. Les cours sont donnés une fois par semaine, avec un taux de participation particulièrement élevé les samedis et dimanches, car c'est la seule occasion de rencontrer les étudiants comme Kathia et les 75 autres pour cent qui travaillent durant la semaine.

L'IHER propose les programmes de l'école primaire et du secondaire, avec cinq orientations pour le baccalauréat, pour la modique cotisation mensuelle de 100 lempiras (4 euros). 7 000 étudiants sont diplômés chaque année à l'issue de cette formation.

Le travail solidaire a germé dans un sol fertile : le nombre d'inscrits au programme est passé de 300 en 1989 à plus de 50 000 aujourd'hui. Sœur Marta insiste : l'institut a ainsi contribué à réduire l'analphabétisme dans le pays.

Si aucune étude précise ne vient confirmer ces affirmations, le taux d'analphabétisme au Honduras a chuté de 25,4 % à 14,5 % entre 1990 et 2013, soit la période de fonctionnement de l'institut, indiquent les statistiques officielles.

« C'est une opportunité unique ! Même si je dois beaucoup travailler et aller en cours une fois par semaine, c'est une bonne alternative », déclare Kathia, bien décidée à aller au bout de ses études.

« Rendez-vous à la prochaine émission ! » entend-on à 59 minutes 30, en clôture du programme. La leçon est terminée. Fin de la transmission. ■

CCI FRANCE RUSSIE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FRANCO-RUSSE

PLANNING DES CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS À VENIR

JUIN

17 juin - Petit déjeuner IBT « Nouvelles possibilités des régions russes »

22 juin - Petit déjeuner Mikhailov et partenaires « Communiquer en période de sanctions et de tensions politiques »

22-25 juin - Délégation d'entreprises à Oufa

24 juin - Conférence économique « Conjoncture économique en Russie : bilan, prévisions et tendances »

26 juin - Gala d'été de la CCI France Russie

JUILLET

1^{er} juillet - Petit déjeuner Croc « Protection des données personnelles »

SEPTEMBRE

• Séminaire IT « Données personnelles »
• Petit déjeuner Atos « Cloud solutions »

www.ccifr.ru

CCI FRANCE RUSSIE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FRANCO-RUSSE

ASSUREZ L'OBTENTION DE VOTRE PERMIS DE TRAVAIL RUSSE

La CCI France Russie vous propose des modules de langue et d'histoire russes ainsi que la possibilité de passer le test au sein de ses locaux.

Prochains cours d'histoire et de législation russes : 18, 19, 20 juin
Prochain test : 22 juin

Pour plus d'informations : moncontact@ccifr.ru

Planter d'abord, demander la permission après : c'est ce qu'a décidé de faire une poignée de bénévoles dans une ville anonyme du nord de l'Angleterre, donnant ainsi, sans le savoir, le coup d'envoi d'une révolution potagère mondiale.

ANNA POLONYI, *Sparknews*

En prenant le train qui monte vers le nord au départ de Manchester, en Angleterre, vous découvrirez une inscription en lettres géantes, façon HOLLYWOOD, qui dessine en blanc le mot KINDNESS [« gentillesse »]. Elle surplombe la ville de Todmorden, autrefois connue pour ses filatures de coton, aujourd'hui le berceau d'une révolution potagère qui essaime tranquillement dans le monde entier, comme les herbes aromatiques et les légumes plantés un peu partout dans la ville.

« J'ai toujours un petit frisson quand je ramasse un artichaut ici », sourit Estelle Brown, face à l'hôtel de police. Estelle fait partie de la trentaine de bénévoles qui composent le noyau dur d'« Incredible Edible Todmorden », le collectif de jardinage qui a rendu la petite ville célèbre en prenant possession des plates-bandes publiques pour y faire pousser des fruits et légumes en libre-service.

Ils avaient commencé par coloniser, ici, un bout de trottoir, là, un angle de rue. Sept ans et 400

bénévoles plus tard, on dénombre un millier d'arbres fruitiers et une vingtaine de bacs surélevés à travers la ville : des cerises et des poires près de l'hôpital, de la rhubarbe et des brocolis en face du lycée, des patates et des choux frisés sur le parking de la gare. Chacun est libre de cueillir ce qui lui plaît : les herbes aromatiques, c'est toute l'année, et pour le reste, les bénévoles placent un écriteau « pick me » [« cueillez-moi »] dans la terre au début de la saison.

« Nous n'aimons pas la formule *guérilla potagère*, à cause de sa connotation martiale. On préfère dire qu'on est de *gentils voyous* », résume la présidente, Mary Clear, dont la cuisine sert de quartier général au collectif. Sa devise : « Parfois, il vaut mieux demander pardon après plutôt que la permission avant. »

La devise pourrait s'appliquer à tout le mouvement, qui s'est approprié des plates-bandes publiques plant par plant, jusqu'à ce que la municipalité finisse par créer une licence « Incredible », qui permet aux habitants de cultiver, pour une durée pouvant aller jusqu'à trois ans, des fruits et légumes sur les plates-bandes publiques inutilisées.

Ce faisant, les habitants de Todmorden remettent d'ailleurs au goût du jour une pratique qui a déjà existé par

le passé. Pendant la Seconde Guerre mondiale, une campagne de grande envergure, baptisée « Dig for Victory » [littéralement : « Bêchez pour la victoire »], encourageait les Britanniques à cultiver leurs propres fruits et légumes dans les espaces verts, y compris dans Hyde Park, à Londres.

Ce regain d'intérêt pour le maraîchage urbain a une dizaine d'années. Les gens souhaitent réduire la distance parcourue par les aliments qu'ils consomment, et les responsables politiques se soucient de la provenance des produits. « Pour beaucoup, la prise de conscience est venue avec l'éruption du volcan islandais, en 2010. Les livraisons ayant été interrompues, les épiceries se sont vidées en l'espace de quelques heures, se souvient Catherine Simon, qui conseille les collectifs étrangers souhaitant se lancer à leur tour dans l'aventure. Coupées du reste du monde, la plupart des grandes villes européennes ne pourraient pas subvenir aux besoins de leurs habitants plus de quatre jours », estime-t-elle.

Le collectif Incredible Edible de Todmorden ne cherche pas à rendre la ville autosuffisante ; les produits, tous biologiques, satisfont moins de 5 % des besoins alimentaires de la population. Simplement, le mouve-

ment pousse plus avant le concept du jardin communautaire traditionnel en proposant un jardinage 100 % libre : les produits sont en libre-service dans les lieux publics. La notion de proximité est au cœur de sa mission. « Les grands de ce monde ne semblent pas faire de l'environnement et de l'avenir de nos enfants une priorité, déplore Pam Warhurst, l'une des fondatrices. Alors, on s'est dit : Pourquoi ne pas le faire nous-mêmes, ici, à l'échelle locale – histoire de prouver que c'est faisable ? »

Pam nous emmène chez Aquagarden, une entreprise sociale apparue dans le sillage d'Incredible Edible. Spécialisé dans la pisciculture, ce « centre d'apprentissage expérimental » recycle les déjections des poissons pour cultiver des plantes hors-sol – et le restaurant qui lui fait face ajoutera bientôt à sa carte des tilapias du cru.

Cette simple idée de départ s'est muée en un vaste mouvement international. Des projets analogues ont repris l'appellation « Incredible Edible » dans une vingtaine de pays, de l'Australie au Sénégal en passant par Cuba et le Japon. Des municipalités françaises et d'autres régions du Royaume-Uni ont adopté la licence « Incredible ».

L'adjoint au maire d'Albi, dans le sud de la France, vient de s'engager à

aider les « Incroyables Comestibles » à cultiver suffisamment de fruits et légumes pour subvenir aux besoins des 68 000 habitants de la ville à l'horizon 2020, faisant ainsi d'Albi la première cité « Incredible Edible » officiellement soutenue par ses élus.

Parmi les nombreuses personnes que l'initiative de Todmorden a incitées à rejoindre les rangs des « gentils voyous », il y a Emilien Buffard, 24 ans, initiateur d'un jardin comestible à Rosario, en Argentine. Avec quelques étudiants en médecine intéressés par les plantes médicinales, il s'est approprié un carré de pelouse publique pour ses plantations. « Au départ, les gens étaient sceptiques. Ils disaient que ça pouvait peut-être marcher en Europe, mais que chez nous, il y avait beaucoup trop de vol et de vandalisme, raconte le jeune homme. Mais comment voler quelque chose qui vous appartient ? ! » Devenu depuis une curiosité locale, le jardin produit des avocats, des citrons, des oranges et des aubergines.

Si le climat de Todmorden ne permet pas de cultiver des fruits et des légumes aussi exotiques, la modeste équipe de bénévoles qui se réunissent pour mettre les mains dans la terre deux fois par mois est enchantée de voir le chemin parcouru par son initiative. « Incredible Edible a rendu la ville célèbre, se félicite le maire de Todmorden, Michael Gill. Personne n'avait prévu que l'idée prendrait une telle ampleur : nous avons maintenant des gens qui viennent du monde entier pour voir tout ça par eux-mêmes ! » ■

Todmorden, ville potagère

Le tour du monde de la tolérance religieuse

Une association tricolore sillonne le globe en quête de solutions aux problèmes de communication entre les religions.

JAKE CIGAINERO, *Sparknews*

Il y a deux ans, Samuel Grybowski et ses trois compagnons de voyage sont arrivés à Nagoya, au Japon. Sales et fourbus, ils avaient chacun besoin de se retrouver un peu seuls – un luxe qu'ils avaient rarement eu pendant l'année qu'ils venaient de passer ensemble sur les routes. « Nous étions toujours les uns sur les autres, sans vraiment de moment où l'on pouvait se retrouver seul – à part sous la douche », glisse Samuel. Imaginez donc le choc lorsqu'ils ont appris qu'ils devraient se laver ensemble, dans des bains publics traditionnels – aux côtés de 200 autres personnes. « C'était un peu gênant », se souvient le jeune homme.

Lorsque Samuel a monté son association, destinée à aider les membres des différentes religions à apprendre à vivre ensemble, les bains collectifs ne faisaient pas vraiment partie du plan. Le jeune Français a fondé *Coexister* en 2009, à 16 ans, après une énième flambée du conflit israélo-palestinien.

Depuis, l'association monte des échanges culturels et des projets collectifs. Sa plus vaste initiative à ce jour a été l'ambitieux InterFaith Tour, un voyage autour du monde dont le but était de découvrir comment les associations des autres pays parviennent à créer des



liens entre les communautés religieuses. La première édition a eu lieu en 2013. En juillet prochain, un nouveau groupe, composé d'un musulman, d'un juif, d'un chrétien et d'un athée, se lancera dans un deuxième voyage. L'identité religieuse est de longue date un facteur de tensions sociales. Victor Grèzes, qui était également du premier voyage, explique que la France a du mal à faire face à ce problème, dont le point d'orgue tragique furent les attentats perpétrés contre la rédaction de *Charlie Hebdo* et une épicerie juive à Paris.

« Le problème en France, aujourd'hui, est que les gens pensent qu'il ne peut y avoir d'unité qu'entre des êtres qui se ressemblent et ont le même mode de vie, analyse Victor. Mais c'est faire abstraction de la diversité. Soit on essaie de faire en sorte que tout le monde se ressemble, soit on prend conscience du potentiel de la diversité – et on construit l'unité à partir de là. » Au lendemain des attentats de janvier, le président Hollande a demandé conseil au collectif sur le vocabulaire à employer lors de sa conférence de presse. L'objectif de ce voyage, poursuit Victor, n'est pas de faire passer un message à travers le monde – « ce serait présomptueux ». Il s'agit plutôt de faire prendre conscience de la multiplicité des initiatives interconfessionnelles et de mettre les associations en contact pour leur permettre d'échanger des idées et des méthodes visant à promouvoir la tolérance et la coopération entre les communautés.

Lors de la première édition, les globe-trotteurs, en dix mois, avaient fait escale dans 48 pays et rencontré 435 associations. L'aventure avait été suivie par deux mois de tournée en France, pendant lesquels les participants avaient exposé leurs découvertes dans des établissements scolaires et auprès d'autres associations. Cette tournée a donné naissance à dix nouvelles antennes de *Coexister*, portant le total à 21... pour l'instant.

Une des initiatives marquantes découvertes à la faveur de ce premier voyage fut un événement annuel organisé à Berlin, baptisé « La longue nuit des religions », à l'occasion duquel une centaine de lieux de culte ouvrent leurs portes au public. En Inde, les voyageurs ont pu découvrir une compétition sportive, appelée « Cricket for Peace », destinée à consolider les liens entre musulmans et hindous. À Buenos Aires, encore, une balade à vélo invite les habitants à partir à la découverte des religions présentes dans la ville.

Aujourd'hui, Samir Akacha, Léa Frydman, Ariane Julien et Lucie Neumann vont mettre leurs pas dans ceux de leurs prédécesseurs dans le cadre de l'InterFaith Tour Team 2, avec



un budget de 100 000 euros, réunis grâce à des collectes de fonds, des aides de l'État et diverses associations (dont Sparknews, partenaire de *Coexister* depuis la première édition).

Si cette deuxième équipe ne fera « que » 30 escales, elle passera plus de temps dans chaque pays et en visitera de nouveaux, comme l'Azerbaïdjan et la Tunisie. Les informations recueillies seront archivées à l'université de Vienne, dans le cadre d'un partenariat. L'équipe réalisera également un web-documentaire, et une application mobile permettra de suivre leur périple grâce à des mises à jour en temps réel.

Une jeune fille, qui devait faire partie du premier voyage, avait dû renoncer ; mais cette année, le « rapport de force » sera inversé – avec trois filles pour un garçon. Et si la perspective de voyager dans des sociétés régies par un islam strict peut sembler intimidante pour un groupe majoritairement féminin, Samir explique que c'est en réalité un avantage, puisqu'elles auront accès à des lieux de réunion traditionnels des femmes – comme les cuisines – qui étaient inaccessibles au groupe 100 % masculin du premier voyage.

Pour la Parisienne Léa Frydman, 20 ans, étudiante en philosophie, ce tour du monde est autant une quête identitaire personnelle qu'un moyen de servir une cause sociale. « En tant que juive, j'ai été choquée de voir de l'antisémitisme en France, confie-t-elle. Cela m'a confortée dans l'idée que notre action au sein de *Coexister* est non seulement importante, mais nécessaire. »

Samir Akacha explique qu'il attend de ce tour du monde qu'il raffermisse sa foi, en la confrontant à d'autres religions. « Je ne serais pas le même musulman si je me contentais de rester dans ma communauté, si je ne rencontrais pas des juifs et des chrétiens, si je n'allais pas à des rendez-vous chrétiens ou à des offices à la synagogue, poursuit-il. Les gens me posent des questions et je dois leur répondre pour défendre ma religion. Je dois la remettre en question et améliorer mes connaissances pour devenir un meilleur musulman. »

L'objectif final de *Coexister* n'est pas seulement de promouvoir la tolérance au sein des groupes religieux, mais aussi de les encourager à travailler main dans la main pour construire des communautés qui soient attachées à la diversité.

« Plutôt que de dire que c'est malgré nos différences, nous affirmons que c'est grâce à elles que nous sommes plus forts », conclut Victor. ■



Sparknews est une entreprise sociale dont la mission est de sourcer, partager les initiatives positives via les grands médias et d'inspirer les entreprises pour innover et contribuer à un monde meilleur. Nous remercions nos journaux partenaires, AXA, Total, ADP et Ashoka. Nous contacter : impact@sparknews.com

À l'initiative de Sparknews, les plus grands médias internationaux se mobilisent pour le journalisme de solution. Et si vous preniez le relais ?



Partagez

une photo de vous avec votre journal sur les réseaux sociaux, avec les @ et les hashtags :

#ImpactJournalism
@sparknews
@CourrierRussie

Les meilleures photos seront récompensées par une rencontre avec les rédacteurs en chef.

Participez

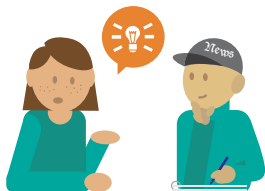
à des ateliers brainstormings pour résoudre les défis des projets avec Make Sense.

Plus d'infos sur
sparknews.com/ijd/makesense



Proposez

vos projets ou un projet que vous connaissez qui mériterait d'être médiatisés dans 45 journaux. Rendez-vous sur impactjournalismday.com



 **redefining standards**

AXA, partenaire fondateur de l'IJD

En cohérence avec les initiatives de protection menées par le Groupe, AXA a choisi de s'associer à l'Impact Journalism Day 2015 qui valorise les solutions positives à travers le monde. Améliorer la protection, c'est d'abord mieux comprendre et prévenir les risques auxquels on est exposé. C'est pourquoi AXA soutient la recherche universitaire dans le monde, via le Fonds AXA pour la recherche, une initiative originale de mécénat scientifique. C'est aussi mieux connaître les solutions existantes pour se protéger. La page AXA People Protectors rassemble 1,5 millions de fans dans 49 pays qui partagent des projets et des idées pour mieux protéger nos proches et notre environnement. Les articles de l'Impact Journalism Day seront mis en avant sur facebook.com/axapeopleprotectors — @axa

 **TOTAL**
COMMITTED TO BETTER ENERGY

Total, partenaire Accés à l'énergie de l'Impact Journalism Day. Deuxième acteur mondial de l'énergie solaire, Total investit également dans les nouveaux modèles durables pour l'accès à l'énergie — @total

 **AÉROPORTS DE PARIS**

Aéroports de Paris est partenaire de l'Impact Journalism Day et lui offre ainsi une visibilité exceptionnelle dans ses terminaux, notamment dans le terminal 2E, classé par la dernière étude SKYTRAX, 6^e meilleur terminal au monde — @aeroportsParis



Laetitia Becker, une louve française au secours des ours de Carélie

Laetitia Becker vit en Russie depuis dix ans, dont sept passés à réintroduire des loups dans le milieu naturel, aux environs de Tver. Installée dans le nord de la Carélie depuis 2011, où elle travaille à la réhabilitation des oursons, cette biologiste strasbourgeoise de 32 ans mène une vie russe à la fois radicale et authentique. Reportage dans une Russie à l'état sauvage.

NINA FASCIAUX

Une louve et un ours brun

Un voyage en Russie commence souvent par une longue litanie de chiffres : 1 500 kilomètres, 50 heures de train, voiture 3, couchette 16. Une vitesse de croisière oscillant entre 60 et 120 km/h, un trajet parsemé d'arrêts d'une minute ou d'une heure, des centaines de lacs, des millions de bouleaux. C'est très au nord sur la carte, Kostomoukha. Située à une trentaine de kilomètres de la frontière finlandaise, en Carélie, cette ville se trouve quasiment sur la même latitude qu'Arkhan-



Laetitia et ses enfants, Ioakim et Saima.

Iouri me reconnaît. La description était fidèle, précise. Pour plus d'exactitude, il aurait simplement fallu ajouter que Iouri ressemble lui-même à un ours brun : j'apprendrai plus tard que lorsque le directeur général de la réserve naturelle de Kostomoukha, qui avait dans un premier temps pro-

la forêt boréale s'étendant à perte de vue. Le Québec peut aller se rhabiller. En plongeant mes yeux dans ceux de Laetitia, je crois rêver : pour la deuxième fois de la journée, j'ai en face de moi un être humain dont la ressemblance avec un animal est saisissante. Laetitia

reportages de la télévision française ont relaté, dans un mélange d'effroi et d'admiration, la vie que Laetitia menait alors « sans eau et quasiment sans électricité », dans un village d'une poignée d'habitants. On y voit la jeune femme creuser des trous dans la glace, chaque matin, pour se ravitailler en eau, nourrir les loups puis faire ses courses auprès d'un mini-fourgon qui approvisionne une fois par semaine les hameaux les plus reculés de Russie en aliments de première nécessité. Aujourd'hui installée à cheval entre la Finlande et la Carélie avec ses deux enfants, nés de son amour pour le biologiste Vladimir, Laetitia raconte pourquoi, en 2011, elle a quitté la région de Tver : « Nous voulions tester nos méthodes de réhabilitation sur une île, qui constitue pour les animaux un enclos naturel loin de toute vie humaine. La Carélie (et

ses 400 000 lacs !) s'est imposée naturellement. » C'est donc toujours sans eau ni électricité que Laetitia et Vladimir séjournent régulièrement sur l'île aux ours, dans la bicoque de Iouri – et là, sans que la télévision ne s'aventure dans ces contrées lointaines du Nord russe. « Les animaux que nous récupérons sont blessés ou orphelins », explique Laetitia. Les oursons perdent souvent leur mère dans leur milieu naturel – notamment à cause de la chasse à la tanière – ou sont tout simplement rejetés par les zoos dans lesquels ils sont nés. « Cette année, nous avons quatre ours, dont trois viennent de la forêt. La mère ours est très facilement perturbée dans la tanière, et si un chien ou un humain passent à côté, elle part en abandonnant ses petits. C'est ce qui est arrivé à deux des oursons que nous avons ici. Le troisième a été trouvé dans un arbre, on suppose qu'il a perdu sa mère. Le dernier vient d'un éleveur qui possède des ours mais ne veut pas garder les bébés », raconte Laetitia, pendant que Kima lui donne des coups de pied dans le dos et que Saima lui grimpe sur le visage : « Eux aussi, ils sont un peu sauvages... », admet-elle, désignant sa progéniture. Une fois pris en charge, les oursons orphelins passent d'abord par le centre de quarantaine de Veles, à Saint-Petersbourg. Puis, Laetitia les garde jusqu'à ce qu'ils puissent retrouver leur liberté. Selon la « méthode Pajetnov », si le loup peut être relâché à un an, l'ours l'est dès six mois. « On peut les libérer dès l'apparition des premières myrtilles, à la mi-juillet », précise Laetitia. En Carélie, cependant, les ours trouvent à manger plus tard

Laetitia a le regard à la fois doux, joueur mais glaçant d'une louve, et ses petits, qui lui grimpent dessus à longueur de journée, ne font que renforcer cette impression.

gelsk. La zone frontalière étant étroitement surveillée, il m'a suffi de quelques heures après que j'ai quitté Saint-Petersbourg pour avoir droit à mon premier interrogatoire douanier : « Ah, vous allez voir cette nana, là, avec les animaux ? », suivi d'un second, au réveil, le lendemain matin : « Et qu'est-ce que vous allez faire, avec cette nana et ses animaux ? », puis d'un dernier, à l'arrivée, en gare de Kostomoukha. Cette fois, les questions furent si précises que je me suis demandé si ce n'étaient pas eux, les gardes-frontières, qui allaient écrire un article sur moi. C'est notre ami Iouri Krassovski qui viendra te chercher. Tu verras : il est grand, barbu et costaud : je reçois ce message de Laetitia Becker en descendant du train. « Bon sang, me dis-je, mais quelle description pourrait autant correspondre à n'importe quel Russe ? ! » Pourtant, je reconnais Iouri, et

posé son territoire pour la réhabilitation des ours, a changé d'avis, c'est Iouri qui, spontanément, a proposé son terrain, à 50 km au nord de la ville. S'ajoutent donc, au décompte de chiffres, 1h10 de voiture et 5 minutes de bateau à moteur – jusque chez Iouri. Je lui demande combien de lacs compte la région, impressionnée par la quantité de ceux que nous voyons défiler sur la route. « Quatre cent mille ? », hasarde-t-il. Après vérification, 60 000 lacs et 27 000 rivières – ce qui reste un chiffre tout à fait respectable. Laetitia Becker nous rejoint sur la rive après que nous avons accosté sur « l'île aux ours », suivie de près par ses enfants : Ioakim (Kima), trois ans et demi, et Saima, un an et des poussières. Un coup d'œil circulaire me renseigne sur le décor : face au lac, un tipi abritant un barbecue, une isba, et

a le regard à la fois doux, joueur mais glaçant d'une louve, et ses petits, qui lui grimpent dessus à longueur de journée, ne font que renforcer cette impression. De Tver à la Carélie, sans eau ni électricité Arrivée en Russie en 2004 comme éco-volontaire sur la station biologique de Tchysti Les, dans la région de Tver, Laetitia y a séjourné et vécu jusqu'en 2011, parmi les loups que le centre de réhabilitation accueille chaque année. À l'origine de ce centre : le biologiste russe Vladimir Bologov et son mentor, le docteur Valentin Pajetnov. Ce dernier a mis en place une méthodologie de réhabilitation des ours, éprouvée sur plus de deux cent individus ces trente dernières années – et que Vladimir a adaptée aux loups à partir de 1993. Entre 2008 et 2011, de nombreux



Iouri, en route pour l'île aux ours.

redkassa.ru +7495 665 9999

JUNE 20-21

INTERNATIONAL FESTIVAL

усадыба jazz

TSARITSYNO

МЕКО 1-й МОСКОВСКИЙ ЕВРЕЙСКИЙ КИНОФЕСТИВАЛЬ

14 – 17 juin

Еврейский музей и Центр толерантности

Центр Документального Кино

Кинозал ГУМ

mjff.ru

2015 STEREOLETO bestfest.ru 4-5 juillet 3 scènes

2 jours en été 4 Dj 1 artiste de « Haute coiffure » 1 Illusionniste 1 Ensemble Vocal et Instrumental 3 1/2 orchestres

La scène Bastille en collaboration avec l'Institut français de Saint-Petersbourg Les Hurllements d'Élé, Gatha, Baden Baden et Fills Monkey

GATHA (FR) BADEN BADEN (FR) FILLS MONKEY (FR) AQUARIUM (RU) THE IRREPRESSIBLES (UK) IVAN DORN (UA) OPTIMYSTICA ORCHESTRA (RU) JENNIE ABRAHAMSON (SE) LOLA MARSH (IL) ET PLUS D'AUTRES GROUPES SUR BESTFEST.RU

À VOIR AU CINÉMA

JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE

ДНЕВНИК ГОРНИЧНОЙ

SORTIE À MOSCOU 25/06/2015

FILM EN FRANÇAIS AVEC SOUS-TITRES EN RUSSE

WWW.KINO35MM.RU

35mm

Ruslanguage House Learn Russian with us

Apprenez le russe au cœur de Moscou sur le vieil Arbat

Cours tous niveaux Professeurs agrégés de langue russe

11 rue du vieil Arbat Tel: +7 495 691 56 46 e-mail: ruslanguage@gmail.com www.russian-moscow.com



Laetitia et ses deux enfants sur l'« île aux ours ».

dans l'année, du fait du climat nordique, et sont donc gardés dans des enclos pour être nourris et passer des tests avant d'être libérés sur l'île – qu'ils quitteront ensuite, lorsqu'ils se sentiront prêts.

« Savoir se nourrir ne leur pose pas de problème par la suite. Le seul risque est l'empoisonnement, car la mère n'a pas montré à l'ours ce qui est bon ou mauvais. En revanche, l'instinct d'hibernation est naturel. Parfois, certains ont du mal à faire correctement leur tanière, c'est tout », poursuit la biologiste. Elle précise que les ours de Carélie, qui seraient au nombre de 3 000, sont à 98 % herbivores : « Pour qu'ils pêchent, il faut que le poisson soit à portée de main, vulnérable, comme lors de la remontée du saumon au Kamtchatka. Autrement, ce sont de vraies vaches brouteuses ! », s'amuse-t-elle. Les ours ne sont pas les seuls à brouter : en se promenant dans la forêt près de chez Iouri, Saima et Kima mangent en quantité les airelles de l'année passée, conservées par la glace hivernale : « Moi aussi, je les préfère après l'hiver, c'est moins acide », commente la jeune maman en

tendant quelques baies à sa petite dernière.

Le loup, carnivore, apprend à chasser de façon autonome, sans ses parents. Il commence par courir après un papillon, puis après une souris, un lézard, un oiseau, un lièvre, un sanglier... et ainsi de suite. « À l'instar des chiens, le loup est très joueur. Au début, il s'amuse, puis un jour, il mord : et avec cette première morsure, l'instinct de chasse s'éveille – le loup fait le lien avec la source de nourriture », explique la scientifique.

Loin des yeux, loin du cœur

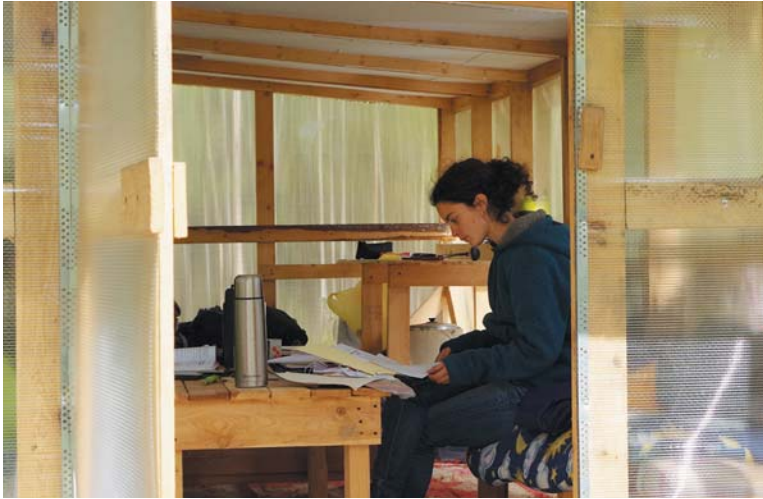
L'aspect le plus important – et le plus difficile, sans doute – dans le processus de réhabilitation instauré par Valentin Pajetnov et Vladimir Bologov, consiste à ce que le prédateur adopte un comportement adéquat vis-à-vis de l'homme : « C'est-à-dire qu'il en ait peur ! Nous ne voulons pas prendre le risque de les voir s'approcher des villages. Un animal sauvage, en entendant un homme au loin, s'en va naturellement », explique la jeune femme.

Pour se méfier de l'humain,

admet la spécialiste, le meilleur moyen demeure le fait de grandir parmi les siens : « Le problème est le risque de socialisation à l'homme en substitut de la mère. Dans le cas d'animaux nés en captivité, même si l'humain n'est pas loin, ils sont socialisés à leurs parents : l'homme continue de représenter un danger. Mais en l'absence de la mère, l'ours se socialise à un homme – et c'est là que ça devient dangereux. » Laetitia précise que l'ours a, en effet, un comportement de suivi – qui, dans la nature, le sauve, puisqu'il ne quitte pas sa mère jusqu'à ses trois ans. Mais sans elle, l'ours risque de suivre n'importe qui – y compris un être humain.

Afin d'éviter cela, une seule personne est habilitée à approcher les ours et à les nourrir pendant toute la période de réhabilitation. Sur l'île, c'est Anne-Lise qui s'en charge. À presque 25 ans, cette jeune étudiante en agronomie originaire d'Aix-en-Provence a été nommée, au sein de l'équipe de stagiaires de Laetitia, « responsable des ours », jusqu'à ce que ces derniers soient relâchés.

« Le matin, au réveil, je prépare la nourriture pour les petits – de



Anne-Lise, en stage sur l'île.

la kacha à base d'avoine et de lait de riz pour les plus jeunes et des croquettes pour les plus grands. Puis, je vais voir à l'enclos si tout va bien, car on a souvent des ours qui s'évadent. Lorsque ça arrive, on doit leur courir après, les attraper par le collier et les ramener... ça peut durer toute la journée », s'amuse la jeune fille. Elle est aussi chargée d'étudier leurs comportements respectifs : « L'un des ours attend que les autres aient fini de manger pour approcher la nourriture, je dois donc le surveiller, car j'ai l'impression qu'il maigrit. Un autre entre en état de stress dès que je m'approche de l'enclos, ce qui est très bon signe : cela veut dire qu'il a peur de moi et qu'il est encore à l'état sauvage », explique-t-elle. Lorsqu'elle n'est pas avec les ours, elle analyse les données enregistrées lors de tests comportementaux, afin d'établir le lien entre les traits de personnalité des animaux et le taux de survie dans la nature.

Un taux pour le moment difficile à estimer, car le suivi des animaux coûte cher, et Laetitia n'a pas réussi à le financer entièrement. Deux ours seulement ont bénéficié d'oreillettes l'an dernier, mais les ont rapidement perdues lors de combats. « L'État russe ne fournit aucune aide », déplore la biologiste : les budgets fédéraux pour la protection des animaux sont alloués à des espèces plus emblématiques – panthère des neiges, tigre de Sibérie, antilope saïga, ou ours polaire.

Pour subvenir aux besoins du projet, Laetitia a donc créé dans un premier temps, en 2008, l'association Lupus Laetus, basée en France, afin de recueillir des dons et couvrir les frais pour la construction des enclos, la nourriture, l'équipement technique. Mais les dons sont sporadiques et la jeune femme a désormais lancé son auto-entreprise : elle accueille des stagiaires français qui payent pour le logement, la nourriture et l'accompagnement pédagogique et scientifique, ainsi que des touristes ayant le goût de l'aventure.

Les stagiaires de Laetitia, une trentaine cette année et majoritairement français, sont répartis entre la Russie et la Finlande, ce pays voisin où Laetitia vit aujourd'hui du lundi au jeudi pour ses enfants – le système scolaire finlandais est mondialement reconnu – bien qu'elle n'ait « rien contre l'école russe », s'empresse-t-elle d'ajouter.

Les loups et la Russie : une équation à deux inconnues

Tous les jeudis soir, Laetitia entame ainsi avec Kima et Saima un tumultueux voyage en Carélie pour se joindre aux étudiants français qui travaillent sur place : elle doit parcourir 40 kilomètres du village finlandais de Hirvelä à la frontière, passer la douane, puis faire encore quelques dizaines de kilomètres de piste jusqu'à l'île aux ours. Je m'étonne d'ailleurs de la résistance de ses deux bambins, trim-

BRICOLAGE - CONSTRUCTION - DECORATION - JARDINAGE

DES PRIX INDISPUTABLEMENT BAS!

www.leroymerlin.ru

24 JUIN, HÔTEL INTERCONTINENTAL TVERSKAYA, MOSCOU

**CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE
CONJONCTURE ÉCONOMIQUE
DE LA RUSSIE : BILAN,
PRÉVISIONS ET TENDANCES**

- Analyse macroéconomique : tendances globales de l'économie, perspectives et scénarios de développement pour 2015
- Substitution aux importations en Russie : fausses attentes ou réelles possibilités ?

Plus d'informations sur notre site www.ccifr.ru ou par e-mail : moncontact@ccifr.ru

ballés chaque semaine dans cette nature sauvage, souvent hostile. Un univers qui constitue pourtant le motif principal de l’attache-ment de leur mère à la Russie.

« Nulle part ailleurs, on ne trouve pareille nature – aussi vierge, intacte. Les Russes sont habitués à vivre avec elle, en toute simplicité. Pour rien au monde, je ne pourrais quitter la Russie pour retourner en France. Et j’aime le froid... lorsque le printemps arrive, l’hiver me manque déjà », confie la jeune femme.

Je me fais l’avocat du diable en objectant qu’elle aurait tout aussi bien pu choisir le Canada, ou... « Sûrement pas, me coupe-t-elle. C’est beaucoup trop civilisé. Et cette façon qu’on les Nord-Américains de vouloir imposer leur culture et leur vision au monde... Je me sens beaucoup plus proche de la culture russe, argumente-t-elle, avant de poursuivre : Les stagiaires qui viennent ici repartent avec une autre vision des choses. L’un d’eux m’a confié avoir été choqué, à son retour en France, par le luxe que représente un lave-vaisselle, et par la façon dont les actualités, qu’il n’avait plus l’habitude d’entendre chaque jour, résonnaient différemment en lui. »

Une vie sauvage que Laetitia a pourtant abandonnée partiellement – un peu à regret, comme pour les loups, dont le manque se lit dans ses yeux.

Le couple a en effet été confronté au refus des habitants du village voisin de l’île aux ours, Voknavolok, de voir réintroduire des loups.

« Une dame nous a par exemple expliqué qu’ici, dans le temps, les loups mangeaient les gens. Mais à force de poser des questions, nous avons découvert qu’il s’agissait d’un lynx, qui avait tué un mouton..., soupire la jeune femme. Je ne comprends pas : quand l’homme était encore chasseur-cueilleur, le loup était vénéré. Mais avec la sédentarisation, le loup a commencé de s’attaquer aux animaux domestiques, notamment aux moutons – et il est devenu l’ennemi numéro 1. Dans les religions monothéistes, la brebis est sacrée, elle représente la pureté – et le loup, le diable. Ça a joué sur les mentalités », analyse-t-elle.

À en croire Laetitia, les Russes sont plus tolérants à l’égard de l’ours, qui constitue un des symboles forts du pays. « Les gens sont attendris quand ils voient arriver les ours chez nous, ce qui n’est pas le cas pour les louveteaux, dit-elle, avant de poursuivre : C’est étonnant, car il n’y a pas de preuves de loups s’attaquant à l’homme, alors que chaque année, des gens meurent suite à des attaques d’ours. »

La scientifique remarque en outre que la région de Kostomoukcha n’a pas de meute véritablement installée : à l’en croire, il y aurait même moins de loups du côté russe que du côté finlandais – où ils sont tous répertoriés par les scientifiques. « Nous avons entamé une étude pour en connaître les raisons – peut-être est-ce dû à l’abondance des rennes et des élans, plus nombreux côté



Nina Faslau/L'Œil

Chez Iouri, sur l’île.

européen. Une différence qui est d’ailleurs à imputer à l’homme, car le braconnage est plus répandu ici qu’en Finlande. Culturellement, les Scandinaves sont très loyaux, et les quotas sont respectés. Mais comme le disent les Russes, si leurs pensions et leurs salaires étaient corrects, les gens n’auraient pas besoin de braconner... »

Par ailleurs, en plus du braconnage sur les cervidés, qui sont un gibier pour les loups, la chasse aux loups elle-même est autorisée en Russie, et même récompensée.

D’après un recensement de 2010, il y aurait 50 000 loups en Russie – contre 301 en France en 2014. « La Russie est le pays d’Europe à la plus forte population de loups, mais c’est parce que le territoire est immense. La densité de leur population est particulièrement élevée dans les régions de Tver et de Pskov, et dans une moindre mesure en Sibérie et en Carélie. Mais le problème que nous rencontrons est le même qu’en France : la peur irrationnelle du loup », regrette Laetitia.

Le projet de réhabilitation des loups, que Vladimir mène toujours dans la région de Tver, n’aurait toutefois pas pu voir le jour en France. Comme le signale Laetitia, dans l’Hexagone, seuls les animaux ne représentant pas un danger sont réhabilités : oiseaux, écureuils, hérissons...

« Et même bientôt des escargots », ironise-t-elle. Elle raconte ainsi que récemment, une louve, qui

avait été percutée par une voiture et soignée en France, aurait pu être relâchée – mais le préfet local a refusé, et l’animal est resté en captivité.

« Les Italiens et les Espagnols savent très bien cohabiter avec les loups, s’insurge-t-elle. Mais en France, toute communication autour du loup est bloquée, et autant les bergers que les écologistes campent, de leurs côtés respectifs, sur des positions beaucoup trop radicales. »

Laetitia explique que les Espagnols et les Grecs font aussi de la réhabilitation d’ours : « Nous avons participé à un congrès en Grèce sur le sujet, et des Espagnols qui recueillent chaque année des ours se sont montrés intéressés par notre méthode. Je m’étonne toujours que le travail de Pajetnov reste méconnu : on a l’impression que dès lors que ce n’est pas publié en anglais, les Européens ne sont pas au courant de ce qui se fait ailleurs. Il y a une espèce de fracture : lorsque les scientifiques veulent publier quelque chose sur le loup en Russie, par exemple, ils ne disposent d’aucune donnée, alors que les études existent – et l’expertise est immense sur l’ensemble de l’ex-URSS. Mais personne ne fait l’effort de solliciter un traducteur ! », s’indigne Laetitia.

Plus généralement, la jeune femme s’agace de la méconnaissance et du mythe qui entourent la Russie. Elle cite notamment l’ignorance quasiment absolue,

PETITES ANNONCES



- Transferts de ou vers tous les aéroports
 - Déplacements dans Moscou
 - Excursions dans ou en dehors de Moscou
 - Minivan 6 places
- Tél. : +7 906 783 62 90
olivierhoisnard@mac.com
www.taxifrancais.ru

HORAIRE DE CULTE
MESSE CATHOLIQUE EN FRANÇAIS :
- Samedi à 18h
- Dimanche à 10h30
Lieu : Église Saint Louis des Français,
12 ulitsa Malaya Loubianka
Métro : Kitai Gorod ou Loubianka
eglise.ru

CULTE PROTESTANT EN FRANÇAIS :
- Dimanche à 11h30
Lieu : petite chapelle Starosadskiy
per. 7/10
Métro : Kitai Gorod

côté occidental, de l’existence en Russie des zapovedniks, « ce système de réserves strictes unique au monde ».

« Les surfaces sont immenses et extrêmement bien préservées, car elles ont été créées dans un but exclusif d’observation naturelle. Longtemps, les seules personnes autorisées à y pénétrer étaient les scientifiques. Désormais, les zapovedniks doivent se financer eux-mêmes et se sont donc ouverts aux touristes, mais avec des limites : les visiteurs doivent posséder un laissez-passer et être accompagnés, et n’empruntent que des itinéraires spécifiques », explique-t-elle.

Et il va sans dire que, si des touristes parviennent un jour jusque dans la région de Kostomoukcha, après quelques dizaines d’heures de train et une coquette somme de chiffres en tous genres, Laetitia saura où leur montrer des ours – un business qui pourrait d’ailleurs lui permettre de financer son souhait le plus cher : acheter un collier de suivi pour chacun de ses petits protégés. ■



Laetitia Becker

Un des ours recueillis en 2015.

Où trouver Le Courier de Russie ?

MOSCOU

• A l’aéroport Cheremetievo : Terminal F (à l’arrivée), Terminal D (au départ) ainsi que dans les zones duty free et les salons business
• Sur les vols Aeroflot

CAFÉS, BARS, RESTAURANTS

Accenti
ArteFaq
Beefro
Bianca
Bilingua
Bistrot Canaille
Bouillabaisse
Boulangerie les frères Karavaevy Milyutinskii
Boulangerie François 2-ya Brestskaya ul., 39, bât. 2, Moscou
Bulka Bol.Gruzinskaia, Pokrovka
Café Bouchon
Café de Ville
Café Gogol’
Café Michel
Café Tchailkovsky
Café Wolkonsky Bol.Sadovaia, Moroska, Sretenka, Bol.Yakimanka, Valovaia
Cappuccino Express
Chemadan
Chez Geraldine
Coffee Bean Piatnitskaia, Pokrovka, Sretenka, Courvoisier
Crêperie de Paris
Ded Pikhto
Daikon Piatnitskaia, Prospect mira,Voikovskaia, Zoubovskii
DOME Bar-Cafe-Cinema
Eat and Talk
Filial

FM cafe Bol.Iakimanka
Francuzskii chalnii dom
Funky Lime
Gavroch Vinoteka
Glazur’
Il Forno
Il Fornetto
Hugo (In Vino)
Jitnaia 10
Khleb i vino
KM-19
Krisis Janra
Kvartira 44 Bol.Nikit-skaia, Mal. Yakimanka
La Maree
Le Pain Quotidien
Le voyage du the
Leonchino
Marseille
Masterskaya
Mio
Montparnasse
NaLestnitse
Oblaka Restaurant&Bar
Oblomov
Osteria Numero Uno
Osteria della Piazza
Papa's place
Parisienne
Paul Arbat
Petrovitch
Propaganda
Receptor
Sindbad Cafe
Skandinavia
Squat Cafe
Tchaika
Tsiherblat
Zavtra

CENTRES MÉDICAUX ET SALONS DE BEAUTÉ
Alliance Médicale
Altosenso
American Clinic

American Medical Centers
Alliance Française
Dental Art Clinic
EDC
EMC
FDC
GMS Clinic
International SOS
JP Barbers
Lanna Kamilina Bol.
Kozikhinskii
Medicentre
US Dental Care
Yves Rocher

HÔTELS

Akvarium Hotel
Ararat Park Hyatt
Aquamarine
Baltchug Kempinski
Budapest Hotel
Cosmos Hotel
Courtyard by Marriott
Golden Apple Boutique
Golden Ring
Hilton Leningradskaia
Holiday Inn Lesnaya
Holiday Inn
Souchtchevskiy
Ibis Moscow Pavlet-skaya
Intercontinental
Kadashevskaya
Katerina Hotel
Kebur Palace
Korston
Lotte Plaza
Mamaison Pokrovka
Marriott Grand
Marriott Royal Aurora
Marriott Tverskaia
Mercure
Metropol
National
Nikitskaya Hotel
Novotel Centre

Novotel Cheremetievo
President Hotel
Radisson Royal Hotel
Renaissance Monarch
Savoy Gostinitsa
Sheraton
Sofitel Iris
Sovetskii
Swissotel Krasnye Holmy
Tverskaya Loft
Volga

ÉCOLES

Ecole Supérieure d’Administration Publique
Ecole Supérieure d’Economie
Faculté de journalisme
MGU
Faculté de la langue française MGLU
MGIMO MID
Prolangue
Université d’Etat du pétrole et du gaz
Gubkine RGU
Université de Gori-atchkine
Université des Finances de la Fédération de Russie

AUTRES LIEUX

35 mm Cinéma
Aeroflot
Bibliothèque Tourgueniev
Bibliothèque scientifique et technique des constructions et de l’architecture
Business Centre
Novobuilding
Centre Moscou-Québec

Chambre de Commerce et d’Industrie
Franco-Russe
Conservatoire Tchailkovski
Fiti’, Cinemacub
Galerie Actor
Galerie Tretyakov
Institut Cervantes – Centre Culturel Espagnol
Maison centrale de l’architecte
Observatoire Franco-Russe
Théâtre en langue française
Tsar Voyages

SAINT-PÉTERSBOURG

HÔTELS
Ambassador
Angleterre
Best Eastern
Oktiabrskaya
Chorinthia Nevsky
Palace
Crown Plaza
Domina Prestige
Grand Hotel Emerald
Grand Hotel Europe
Golden Garden
Helvetia Hotel Suites
Ibis
Kempinski Hotel
Molika 22
Les Frères Karamazov
Marco Polo
Novotel
Park Inn Nevskii
Park Inn Pulkovskaya
Petro Palas
Radisson SAS
Reval Hotel Sonya
Business centre
Moskva
Rocco Forte Hotel
Astoria

Sokos Hotel Palace
Bridge
Sokos Hotel Vasilievsky
Sokos Hotel Olympia
Garden
W Saint-Petersbourg
CAFÉS, BARS, RESTAURANTS
Bistrot Garçon Nevskii pr., nab. canal Gribodova
Boulangerie Garçon
Raziejaja, Nevskii pr.
Café Wolkonskii Kamen-nostrovskii pr., Nevskii pr.
Confiserie Garçon
Entrée
La Maree
Marseillaise

CENTRES MÉDICAUX ET SALONS DE BEAUTÉ
American Medical Clinic
Clinique internationale
Medem

AUTRES LIEUX

Collège universitaire français

CCI FRANCE RUSSIE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FRANCO-RUSSE

26 JUIN 2015

CENTRE DE CONGRÈS ET D'EXPOSITION "SOKOLNIKI", MOSCOU

+7 495 721 38 28 | moncontact@ccfr.ru | www.ccfr.ru

Soirée Gala d'Été

Préventes :
membres CCI France
Russie 3 000 RUB /
Non-membres 4 500 RUB

Sur place :
membres CCI France Russie
3 500 RUB / Non-membres
5 500 RUB

Vous pouvez vous procurer vos billets d'entrée dans les locaux de la CCI France Russie (10 Milioutinski per. Bât 1), tous les jours, sauf les samedis et dimanches, de 9h00 à 18h00. Livraison gratuite à partir de 5 billets achetés.

SPONSORS

M A Z A R S

20 YEARS IN RUSSIA

orange

Business Services

bbooard Alliance for success

FM LOGISTIC

Bon d'abonnement

OUI ! Je souhaite m'abonner au Courrier de Russie

EN FRANCE

Abonnement papier

☐ Période : 6 mois / 12 numéros
Prix TTC : 6 710 RUB (107,93 EUR*)

☐ Période : 12 mois / 25 numéros
Prix TTC : 11 200 RUB (180,15 EUR*)

EN RUSSIE

Abonnement papier

☐ Période : 6 mois / 12 numéros
Prix TTC : 3 140 RUB

☐ Période : 12 mois / 25 numéros
Prix TTC : 5 330 RUB

Abonnement PDF

☐ Période : 12 mois / 25 numéros
Prix TTC : 1440 RUB (23,16 EUR*)

*1 RUB = 0,02 EUR (taux de change du 05.06.2015)

MES COORDONNÉES :

NOM :

PRÉNOM :

SOCIÉTÉ :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

PAYS :

TÉLÉPHONE :

EMAIL :

PLUS RAPIDE ! Abonnez-vous sur notre site internet : www.lecourrierderussie.com, rubrique "abonnements"



Vous pouvez également commander nos anciens numéros sur www.lecourrierderussie.com

Pour plus d'informations, contactez-nous :
abonnement@lcdr.ru ou
+7 (495) 660 29 37

Merci de nous retourner le bon complété à l'adresse suivante : 10 Milioutinski per. bât.1, Moscou, 101000 Fédération de Russie

of

RETRAITS D'ESPÈCES... SANS FRONTIÈRES !

Dans le réseau
Société Générale,
vous serez toujours reçu
comme chez vous !

Pour les détenteurs de cartes
Rosbank, le retrait d'espèces dans
n'importe quel distributeur du groupe
Société Générale de par le monde
se fait désormais dans les mêmes
conditions que les distributeurs
Rosbank.



ВМЕСТЕ МЫ СИЛЬНЕЕ



SOCIETE GENERALE GROUP

8-800-200-66-33
Numéro vert
www.rosbank.ru

ПАО РОСБАНК. Группа Сосьете Женераль. Реклама.